

EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du
poivron rouge séché Région de Diffa, Niger oriental

Rapport complet, Décembre 2016



Corrie Sissons et Clotilde Lappartient



OXFAM

AUTEURS ET REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé et compilé par Corrie Sissons (Conseillère Oxfam en sécurité alimentaire et moyens de subsistance vulnérables en situation d'urgence (EFSVL)) et Clotilde Lappartient (Conseillère Oxfam protection). Oxfam tient à remercier son partenaire Alternatives Espaces Citoyens (AEC) pour son soutien et sa contribution apportés au travail de terrain. Nous sommes également reconnaissants du dévouement et du travail acharné des deux équipes à Diffa, comprenant Mahamane Salissou, Kanta Djajji, Moustapha Kiari, Abarchi Hammisou, Marah Mamadou et Grah Elhadj Warouma.

LISTE DES ACRONYMES

MAG	Malnutrition aiguë globale
[IDP]	Déplacés internes
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
EMMA	Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence
AEC	Alternatives Espaces Citoyens
EFSVL	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance vulnérables en situation d'urgence
FCFA (francs CFA)	Franc de la Communauté Financière Africaine
VBG	Violences basées sur le genre
PRODEBALT	Programme de Développement Durable du Lac Tchad
VBGS	Violences basées sur le genre et sur le sexe
WASH	Promotion de l'eau, assainissement et hygiène

Photo de couverture : Une femme déplacée interne, village de N'Goui Koura, région de Diffa. Crédit photo : Corrie Sissons/Oxfam

2 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

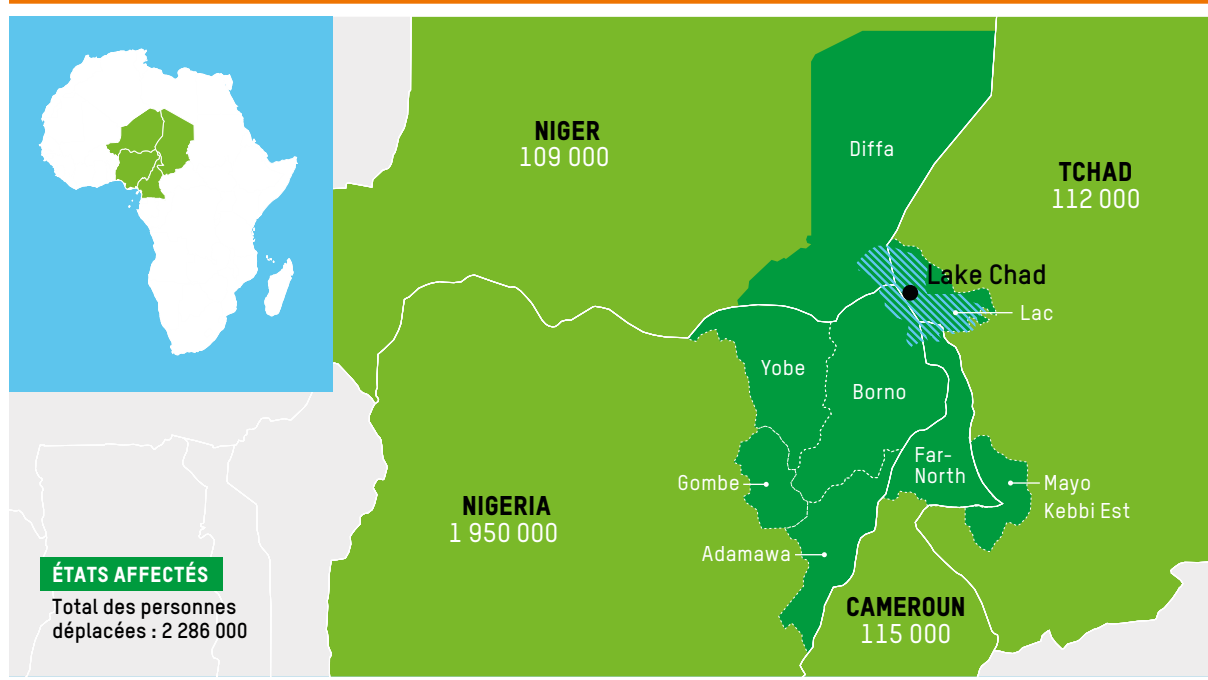
TABLE DES MATIÈRES

Section 1. Contexte	4
Section 2. Méthodologie	6
2.1 Objectifs de l'étude	6
2.2 Modification de l'analyse EMMA afin d'inclure des éléments de protection	7
Section 3. Étendue de l'étude	9
3.1. Scénarios de référence et scénarios de crise	9
3.2. Couverture géographique	10
3.3. Population cible : caractéristiques	11
3.4. Calendrier saisonnier pour la région de Diffa (année normale)	13
Section 4. Systèmes de marché	14
4.1. Systèmes de marché critiques	14
4.2. Cadre d'analyse	14
Section 5. Le système de marché du poisson fumé	15
5.1. Situation du marché de référence	15
5.2. État des lieux depuis la situation d'urgence	19
5.3. Analyse des déficits	22
5.4. Recommandations	25
Section 6. Le système de marché du poivron rouge séché	27
6.1. Situation du marché de référence	27
6.2. État des lieux depuis la situation d'urgence	30
6.3. Analyse des déficits	34
6.4. Recommandations	37
7. Conclusions	40
Annex 1. Bibliographie	41
Annex 2. Liste des acteurs interrogés	42
Annex 3. Vue d'ensemble des menaces d'atteinte à la protection et des vulnérabilités dues au bouleversement du marché des revenus	43

SECTION 1 : CONTEXTE

Le conflit violent qui sévit en raison des actions de Boko Haram et les opérations militaires lancées pour le combattre ont entraîné une crise humanitaire aux effets dévastateurs dans la région du bassin du lac Tchad en Afrique de l’Ouest. Trouvant ses origines dans le Nord-Est du Nigeria, le conflit s’est propagé par-delà les frontières au Niger, au Tchad et au Cameroun. Depuis le début du conflit, plus de 20 000 personnes ont été tuées, Boko Haram a kidnappé 10 000 garçons ces dernières années,¹ et on estime à 2000 le nombre de femmes et de filles à avoir été enlevées. Un grand nombre d’hommes et de garçons ont aussi été arrêtés et sont détenus par les forces de sécurité. Il s’est produit un niveau alarmant de violences sexuelles, d’atteintes aux droits humains commises par toutes les parties et de recrutement forcé, même d’enfants en bas âge. Les populations de la région du bassin du lac Tchad figurent parmi les plus pauvres au monde et, même dans des circonstances normales, elles souffrent de niveaux élevés de faim et de malnutrition. La propagation du conflit dans les pays voisins ces deux dernières années a entraîné des déplacements forcés et des exodes de masse, déracinant les populations de leurs foyers, les séparant de leurs moyens de subsistance et de leurs sources de revenus, aggravant par là-même une situation déjà catastrophique. À travers la région entière, le conflit causé par les actions de Boko Haram et les opérations militaires lancées pour le combattre a contraint plus de 2,6 millions de personnes à fuir leur maison et à abandonner leurs fermes et leurs terres agricoles. Dans certaines zones de la région touchées par le conflit, surtout celle de Borno au Nigeria, on en est à la troisième année sans récolte et les prix des denrées alimentaires flambent sur les marchés. À cela s’ajoute l’insécurité généralisée qui empêche les populations de se livrer à des activités de subsistance essentielles et perturbe le commerce transfrontalier.

CARTE 1 RÉGION DU BASSIN DU LAC TCHAD



Dans la région de Diffa, dans le coin le plus à l’est du Niger, qui jouxte le Nigeria et le Tchad, on estime que plus de 250 000² déplacés vivent majoritairement dans d’immenses campements spontanés et dans quelques camps de plus petite taille. Beaucoup ont fui leurs foyers, abandonnant tout derrière eux, y compris leurs terres agricoles. Alors qu’en temps normal la population dans la région de Diffa ne compte que 489 531 personnes environ (recensement de 2011),³ l’arrivée de ces personnes déplacées et de ces réfugiés exerce des pressions énormes sur des ressources déjà limitées. La région en est actuellement au stade de la Phase 3 (crise) du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), et on s’attend à ce qu’elle s’y maintienne au moins jusqu’en janvier 2017, ce qui ne va faire qu’aggraver l’insécurité alimentaire saisonnière chronique qui sévit avec des niveaux de malnutrition dépassant régulièrement le seuil d’urgence de malnutrition aiguë globale (MAG) de 15 %.

4 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D’URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

La région de Diffa se caractérise par cinq zones de subsistance séparées (voir Carte 2) : une ceinture agropastorale, la zone de pastoralisme transhumant et nomade, la zone de culture de décrue et de pêche dans le lac Tchad, la zone de culture irriguée du poivron de Koumadougou, et la zone de culture pluviale du mil et du sorgho. Les populations ont tendance à avoir recours à un mélange de sources pour leurs moyens de subsistance, la plupart se livrant à un petit élevage fermier et cultivant de petites parcelles de terre, les plus nanties dans chaque zone de subsistance possédant davantage de terres et un petit élevage fermier plus important que les plus pauvres. Celles qui dépendent du poivron de Koumadougou et des zones de pêche du lac Tchad comptent parmi les plus pauvres. Elles sont tributaires de la culture artisanale du poivron, du travail journalier pour la production de poivron et de la pêche dans le lac Tchad et la rivière de Koumadougou, se procurant la majeure partie de leurs denrées alimentaires sur les marchés plutôt qu'à partir de leur propre production.

Dans la région de Diffa ces deux dernières années, les moyens de subsistance agricoles et pastoraux ont souffert de précipitations irrégulières, ce qui a entraîné de faibles récoltes et de maigres pâturages, une pénurie d'eau ainsi que des inondations saisonnières et des maladies des cultures. Déjà précaire, cette situation est aggravée par le conflit causé par Boko Haram et les opérations militaires pour le combattre dans le Nigeria voisin. L'insécurité entraînée par ce conflit a détérioré l'accès des populations à de nombreuses zones productives. En réponse au conflit de Boko Haram, l'État du Niger a déclaré l'état d'urgence dans la région, ce qui s'est traduit par l'imposition de restrictions et de limitations d'activités spécifiques, dès lors qu'elles étaient perçues soutenir Boko Haram, que ce soit directement ou indirectement. Historiquement, l'immense majorité de l'économie de la région de Diffa dépend du commerce avec le Nigeria depuis des décennies : la grande ville la plus proche de Diffa est celle de Maiduguri dans l'État de Borno, et non la capitale nigérienne de Niamey située à 1300 km de là. Le poisson fumé du lac Tchad et le poivron rouge séché figurent parmi les principales exportations, dont la plupart finissent sur les marchés nigériens, alors que les denrées vendues sur les marchés de Diffa proviennent en majorité de l'État de Borno de l'autre côté de la frontière. Parmi les mesures prises au titre de l'état d'urgence, les restrictions imposées au commerce transfrontalier et sur ces marchés en particulier mettent gravement en péril la survie et les moyens de subsistance des populations victimes du conflit.

De surcroît, Boko Haram a répandu la terreur parmi la population : d'après les évaluations d'Oxfam, 18 % des personnes interrogées déclarent avoir été directement affectées par les violences perpétrées par Boko Haram, et la grande majorité d'entre elles vivent dans la crainte permanente de plus de violence.⁴ La poursuite des déplacements de populations et le maintien de l'état d'urgence posent quant à eux leurs propres dangers pour la population concernée dans la région de Diffa. Les perturbations des moyens de subsistance, qui s'ajoutent au manque chronique de débouchés dans les campements informels où vivent la majorité des personnes déplacées, induisent et perpétuent des stratégies d'adaptation risquées parmi les populations les plus vulnérables.⁵ Les personnes qui exerçaient auparavant des activités de subsistance essentielles dans la région, comme la pêche ou des cultures de rente, les ont suspendues dans la crainte des risques accrus auxquels elles font face. Pour gagner de l'argent, plus de la moitié des personnes interrogées ont indiqué avoir adopté de nouvelles stratégies d'adaptation, plus risquées, comme la collecte de bois de chauffage ou l'échange d'actes sexuels contre de la nourriture ou de l'argent.



Campement informel de N'Goui Koura, région de Diffa. Crédit photo : Corrie Sissons/Oxfam

SECTION 2 : MÉTHODOLOGIE

La méthodologie EMMA (analyse et cartographie des marchés en état d'urgence) relève d'une approche adoptée par les praticiens humanitaires afin d'évaluer les systèmes de marché dans des contextes d'urgence. Elle a pour fonction de cartographier et d'analyser les principaux systèmes de marché pour aider les organisations à concevoir et à mettre en œuvre des interventions d'urgence en utilisant les connaissances des systèmes de marché locaux dans les zones sinistrées. EMMA est un processus itératif en dix étapes, partant de l'analyse préliminaire jusqu'à la communication des résultats, en passant par des étapes analytiques clés : cartographie, analyse des déficits, analyse du marché et analyse des options de réponse. Elle repose sur le principe de « ne pas nuire » : par conséquent, le processus EMMA peut aider les organisations à répondre aux besoins humanitaires d'une façon qui n'est pas préjudiciable aux systèmes de marché existants et qui n'entrave pas la reprise économique. L'outil EMMA a été utilisé dans tout un éventail de contextes d'urgence en amont et en aval d'une crise pour traiter de grands enjeux : besoins de survie, protection des moyens de subsistance et transition à la reprise économique.

2.1 Objectifs de l'étude

Dans le cadre de son intervention d'urgence dans la région de Diffa au Niger, Oxfam au Niger souhaitait analyser les effets que le conflit causé par Boko Haram et les opérations militaires pour le combattre peuvent avoir sur les activités de subsistance essentielles des populations concernées.⁶ Les équipes d'Oxfam tenaient aussi à comprendre les nouvelles stratégies de subsistance que les populations ont adoptées et les nouveaux risques de protection ou risques accrus auxquels sont maintenant exposés les hommes, femmes, filles et garçons pour gagner de l'argent dans la situation de conflit qui sévit dans la région. L'analyse EMMA est un moyen pour les équipes d'analyser les capacités passées et présentes des marchés critiques dans la région de Diffa à fournir des revenus pour les communautés touchées. L'analyse des risques de protection, quant à elle, contribue à cerner les menaces, les risques de protection et les vulnérabilités auxquels sont exposés, à cause de la situation de crise actuelle, les individus qui étaient autrefois actifs sur ces marchés critiques ou qui continuent de l'être.

C'est pour cette raison qu'il a été décidé d'employer la méthodologie EMMA en l'étayant d'une analyse des risques de protection lors de ses différentes étapes. Cela permet de faire l'état des lieux de la situation dans la région de Diffa tout et d'exposer la manière dont les populations vulnérables avaient/ont accès à des revenus et les risques qui y sont associés. En modifiant l'approche EMMA pour lui ajouter des aspects d'une analyse des risques de protection, le but est de dresser un rapport qui présente des options d'intervention et des recommandations claires et intégrées, fondées sur des bases factuelles, à l'intention d'Oxfam et d'autres organisations ainsi qu'à celle de l'État nigérien. Ces recommandations ont pour vocation d'éclairer et de prôner des programmes d'intervention directe (assistance en nature/assistance monétaire/par coupons), des activités indirectes de soutien des marchés (par ex. des subventions aux commerçants) et des recommandations de plaidoyer/politiques dans les interventions à Diffa. Elles visent à favoriser des moyens de subsistance positifs et sûrs et des solutions alternatives à des pratiques susceptibles d'exposer des communautés déjà vulnérables à des risques de protection nouveaux ou accrus. L'analyse vise aussi à formuler des recommandations sur la manière de réduire les risques de protection liés aux stratégies de subsistance actuelles des populations touchées.

Cette étude a poursuivi les objectifs spécifiques suivants :

- 1. Par le biais d'un exercice de cartographie du marché comportant des éléments de protection, l'objectif était d'identifier les interventions adéquates pour répondre aux besoins urgents et de relèvement précoce des moyens de subsistance de manière sûre et de renforcer la protection dans la région de Diffa.**
- 2. Mettre à l'épreuve une approche intégrée axée sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance vulnérables en situation d'urgence (EFSVL) ainsi que sur la protection, afin d'analyser les perturbations subies par le marché et leur impact sur les moyens de subsistance et la protection de la population touchée.**
- 3. Établir des bases factuelles pour éclairer la stratégie d'intervention plus large d'Oxfam dans le bassin du lac Tchad, comportant des éléments EFSVL, de protection, WASH (eau, assainissement et hygiène), sur le genre et de plaidoyer.**
- 4. Renforcer les capacités d'analyse de marché du personnel national d'Oxfam Niger et accentuer l'intégration de la protection dans tous les secteurs.**

6 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

2.2. Modification de l'analyse EMMA afin d'inclure des éléments de protection

Le processus EMMA standard se compose de 10 étapes. La présente analyse EMMA a été modifiée à chaque étape de la manière suivante afin d'inclure des éléments d'analyse des risques de protection :

Étape	Méthodologie EMMA standard	EMMA modifiée avec éléments de protection inclus
1. Préparation essentielle	Recherches de fond et études sur place ; vérification du mandat de l'organisation, des termes de référence et des questions pratiques ; identification de la population cible et de ses besoins prioritaires.	Recherches de fond sur les risques d'atteinte à la protection découlant des perturbations des moyens de subsistance.
2. Choix des marchés	Choix des systèmes de marché les plus critiques à envisager dans l'étude EMMA au moyen de divers critères, puis établissement des principales questions analytiques pour orienter les enquêtes sur chaque système	Accent mis sur les marchés particulièrement préoccupants du point de vue de la protection, en posant des questions analytiques clés s'intéressant aux risques et aux vulnérabilités prépondérants.
3. Analyse préliminaire	Établissement du profil initial provisoire des ménages, des calendriers saisonniers, des cartes de référence et des zones sinistrées du système de marché et identification d'informateurs clés et de prospects éventuels pour les travaux sur le terrain.	Ajout d'une analyse initiale des forces de pouvoir et des risques de protection, incluant une cartographie des risques et des vulnérabilités.
4. Préparation du travail sur le terrain	Établissement d'un programme convenu de travail sur le terrain, élaboration des questionnaires, des plans d'interview et du format de l'enregistrement des informations nécessaires aux entretiens EMMA et à d'autres travaux sur le terrain.	Ajout de questions concernant les risques d'atteinte à la protection et les vulnérabilités avant et après le déclenchement de la crise.
5. Activités sur le terrain	Réalisation des activités sur le terrain : entretiens et collecte d'autres informations. Conseils et astuces sur les méthodes d'entretien en fonction des différentes catégories d'informateurs	Accent porté sur la protection.
6. Cartographie du marché	Établissement de la version finale des cartes de marché de référence et en situation d'urgence, ainsi que des calendriers saisonniers et des profils des ménages : bilan de la situation pour venir éclairer les trois étapes analytiques à suivre.	Identification des risques/menaces clés en matière de protection pour les populations cibles de chaque marché. Ajout de la version finale de l'analyse des risques.
7. Analyse des déficits	Finalisation de l'analyse des déficits à partir des profils des ménages, des informations sur les besoins prioritaires, des lacunes et des difficultés d'accès afin d'estimer la somme totale des déficits à combler.	Prise en compte à ce stade de l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.
8. Analyse de marché	Réalisation de l'analyse de marché : utilisation des cartes de marché et des données afin d'analyser la disponibilité, la conduite et les performances du marché, le but étant d'évaluer la capacité du système sur le marché à combler le déficit.	Ajout d'une analyse des risques et des vulnérabilités spécifiques dans le système de marché actuel pour les populations cibles et pour l'approche de réduction des risques.
9. Analyse des options de réponse	Finalisation de l'analyse des options de réponse : formulation de recommandations raisonnées, basées sur la logique du système de marché, la faisabilité, le calendrier et les risques des différentes options, comprenant des aspects d'assistance monétaire, d'assistance en nature ou d'autre forme de soutien du marché.	Inclut une dimension protection pour chaque option de réponse ; prise en compte des actions ciblées de protection/des mesures de réduction des risques, afin de veiller à ce que les recommandations ne nuisent pas et réduisent les risques pour les populations touchées.
10. Communication des résultats	Suite à une consultation auprès des collègues, communication des résultats de l'analyse EMMA à un public plus large (bailleurs de fonds, organisations) à l'aide d'exposés concis ainsi que de présentations et de rapports basés sur des cartes et d'aspect accrocheur.	Pas de changement.

Oxfam au Niger a organisé à Niamey une formation de trois jours à l'analyse EMMA et aux questions de protection, animée par les conseillères EFSVL et Protection d'Oxfam pour la région de Diffa. La formation s'est conclue après que les équipes aient travaillé sur les étapes 2, 3 et 4 du processus EMMA, à savoir la finalisation du choix des marchés critiques, la réalisation de la cartographie initiale des marchés et l'analyse des marchés, l'analyse des forces de pouvoir et des risques de protection, ainsi que la préparation des travaux de terrain.

Une équipe de trois personnes a été affectée à chaque marché critique, afin de le cartographier et de l'analyser, dirigée par un chef d'équipe avec l'appui de conseillères basées à Niamey. Le coordonnateur-pays EFSVL d'Oxfam y a contribué en faisant office de point focal pour les deux marchés. Il est à noter qu'en raison des restrictions en matière de sécurité imposées dans la région de Diffa, cette étude EMMA modifiée a fini par être plus « rapide » que ce qui n'avait été prévu au départ et par être dirigée à distance par des conseillères EFSVL et en Protection à partir de Niamey ; ceux-ci n'ont pu faire qu'une seule visite de trois jours au cours de la période de collecte des données de six jours en raison des restrictions imposées en matière de sécurité et de déplacements. Les équipes n'ont pas pu se rendre physiquement à certains endroits comme à N'Guigmi et à Bosso en raison des distances et de l'insécurité ambiante, et ont eu recours à des entretiens téléphoniques lorsqu'elles ne pouvaient pas y être en personne. D'autre part, devant l'obligation de voyager en convoi pour sortir de la ville de Diffa, un moins grand nombre de sites géographiques a été couvert par rapport à ce qui avait été prévu à l'origine. Quoiqu'il en soit, les équipes sont quand même parvenues à réaliser 63 entretiens dans 11 sites (voir Carte 3), et à rencontrer une variété d'informateurs clés et des acteurs du marché des deux chaînes de marché.

Les données provenant de cette analyse EMMA modifiée ont été recoupées avec une multitude de données secondaires disponibles (voir Annexe 1) ainsi qu'avec les évaluations de marché et multisectorielles en cours d'Oxfam (EFSVL, WASH, protection et genre) dans la région de Diffa. Celles-ci comprennent une enquête sur les ménages, une étude de marché et des groupes de discussion associés ainsi que des entretiens avec des informateurs clés qui couvraient 415 ménages, 118 commerçants et 16 groupes de discussion en village avec des participants hommes et femmes qui pratiquaient la pêche ou la production de poivron avant février 2015.



Sacs de poivrons rouges séchés, marché central de Diffa. Photo : Corrie Sissons/Oxfam

8 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

SECTION 3 : ÉTENDUE DE L'ÉTUDE

3.1. Scénarios de référence et scénarios de crise

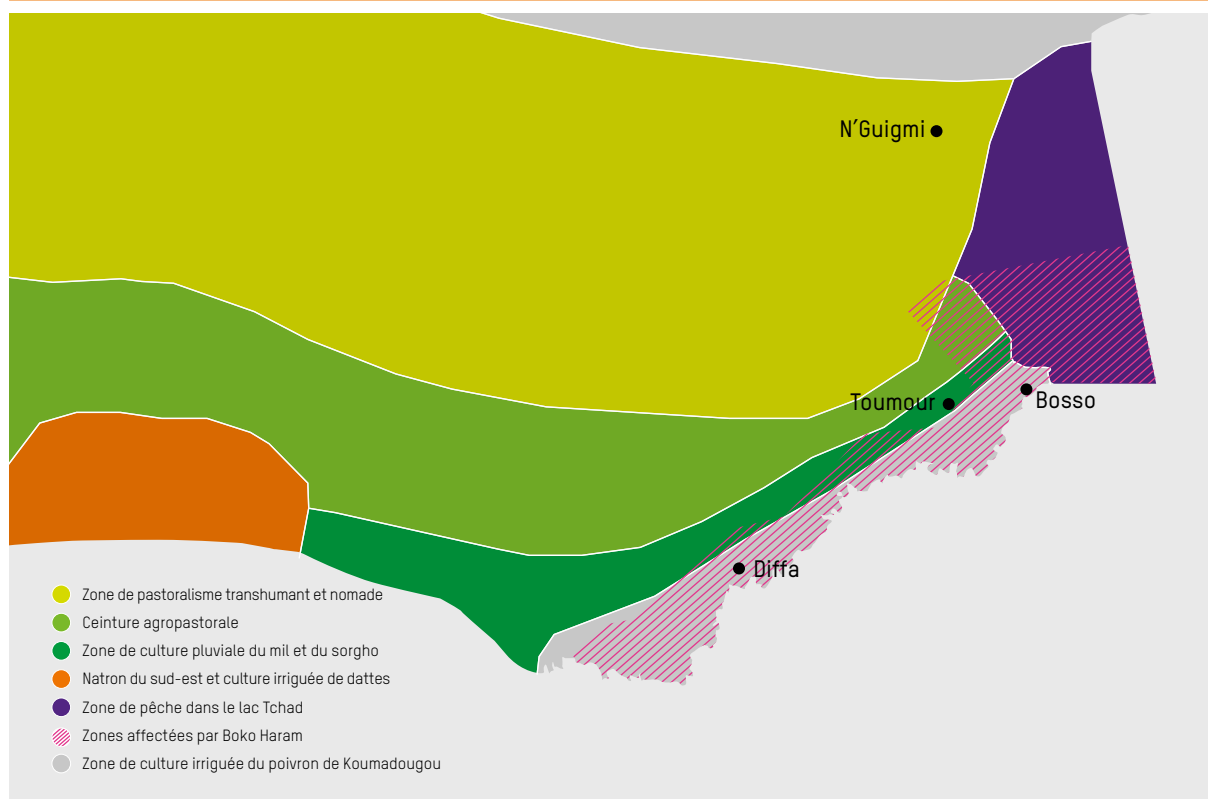
Scénario de référence

Du fait que le conflit de Boko Haram sévit toujours, et des nombreuses autres crises saisonnières et économiques en présence, une multitude de points auraient pu servir de « référence » pour mesurer comment les marchés choisis se comportaient en « temps normal ». Cette étude étant axée sur les effets que peuvent avoir le conflit de Boko Haram et des opérations militaires pour le combattre sur les marchés des revenus dans la région de Diffa, il a été décidé d'utiliser la période de février 2015 comme point de référence pour les deux marchés en question. On considère en effet qu'il faut remonter à cette date pour que les marchés se trouvent proches de « la normale », juste à la veille du début des attaques de Boko Haram et des déplacements qui ont suivis ainsi que de la déclaration de l'état d'urgence dans la région de Diffa du 11 février 2015. À cette époque, Le Niger faisait face à quelques centaines de réfugiés venant essentiellement du Nigéria. Or depuis février 2015, plus de 121 incidents de sécurité ont été enregistrés dans la région de Diffa⁷ de sorte qu'en octobre 2016 on comptait plus de 250 000 personnes déplacées.⁸

Scénario de crise

Cette étude tient compte du fait qu'il existe actuellement une multitude de facteurs et de crises récurrentes et persistantes qui ne cessent d'affecter la population dans la région de Diffa. On compte notamment parmi eux la dévaluation du naira nigérian, l'insécurité alimentaire saisonnière et les inondations. On considère cependant que les facteurs actuels les plus critiques en termes de perturbation du marché des revenus et comme problèmes de protection sont bien le conflit impliquant Boko Haram et les opérations militaires s'y opposant ainsi que les récents mouvements de population. Le gouvernement du Niger a déclaré l'état d'urgence le 11 février 2015 pour l'ensemble de la région de Diffa, au titre de ce qu'il a décrété être son combat contre Boko Haram. Celui-ci ainsi que la prolongation de l'état d'urgence en novembre 2016 ont abouti à une intensification de la présence militaire, des arrestations et des détentions, des restrictions imposées aux mouvements des personnes et des marchandises à l'intérieur de la région, de même que l'intensification des restrictions d'accès aux terres agricoles et au commerce transfrontalier. De nombreux centres de marché à l'est de Diffa ont été fermés et des limitations ont été imposées sur certaines activités de moyens de subsistance et leurs outils et intrants nécessaires. Les activités les plus concernées sont la pêche sur les rives du lac Tchad et la culture de céréales et de légumes dans les zones productives irriguées par la rivière Koumadougou à proximité de la frontière nigériane. Les évaluations d'Oxfam ont révélé que plus de 80 % des communautés pouvaient accéder aux marchés en sécurité dans le sens physique du terme. Il n'y a toutefois pas le moindre doute que ces restrictions entravent la capacité des populations à générer des revenus et par conséquent qu'elles portent atteinte au pouvoir d'achat des ménages et à leur accès au financement. Cela signifie que les ménages s'en remettent à des stratégies d'adaptation qui augmentent l'exposition des femmes et des jeunes filles à des risques de mauvais traitements, d'extorsion de fonds et de violences, y compris de violences basées sur le genre et sur le sexe (VBGS), et l'exposition des hommes et des garçons à des risques de violence et d'extorsion de la part de Boko Haram et de délinquants, ainsi qu'à des risques d'arrestation et de détention par les forces de sécurité. Comme on l'a indiqué plus haut, la région de Diffa se caractérise par cinq principales zones de subsistance. Toutefois, l'avancée de Boko Haram dans le sud de Diffa le long de la frontière avec le Nigeria et le long des rives du lac Tchad, conjuguée au déplacement des populations par les militaires, perturbent de plus en plus l'accès à deux zones en particulier : pour la pêche et pour la production irriguée de poivron rouge. En raison de la perturbation des marchés des revenus, du manque de possibilités de moyens de subsistance et de l'absence de toute perspective pour l'avenir, les populations vulnérables en sont maintenant arrivées au stade de devoir choisir entre un éventail de stratégies d'adaptation risquées pour survivre : pêche clandestine, collecte de bois dans des zones de déplacement, ou échange d'actes sexuels contre de la nourriture ou de l'argent.

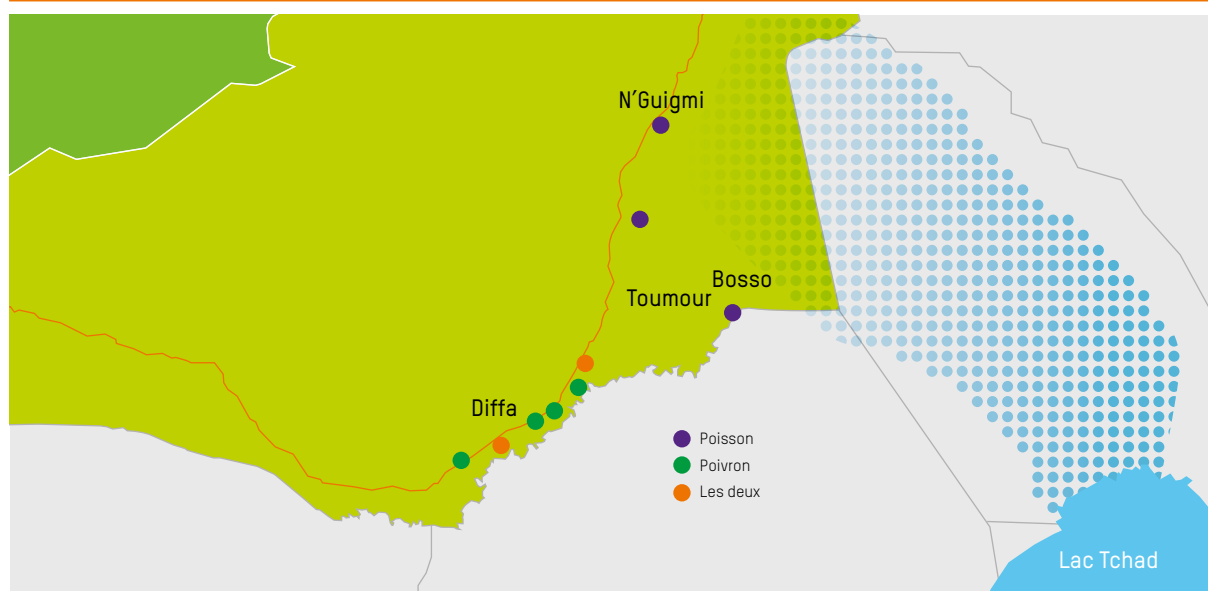
CARTE 2 ZONE DE SUBSISTANCE AFFECTÉE PAR LE CONFLIT DANS LA RÉGION DE DIFFAN



3.2. Couverture géographique

Les équipes EMMA ont axé leur travail sur les deux zones de subsistance de la région de la Koumadougou (poivron rouge séché) et des rives du lac Tchad (pêche), ainsi que sur le marché de Diffa. En raison des difficultés d'accès, les équipes n'ont pas pu atteindre N'Guigmi ni Bosso mais ont eu des entretiens téléphoniques à la place. La carte ci-dessous montre l'étendue géographique des entretiens réalisés pour cette étude.

CARTE 3 COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE DE L'EMMA MODIFIÉE



10 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

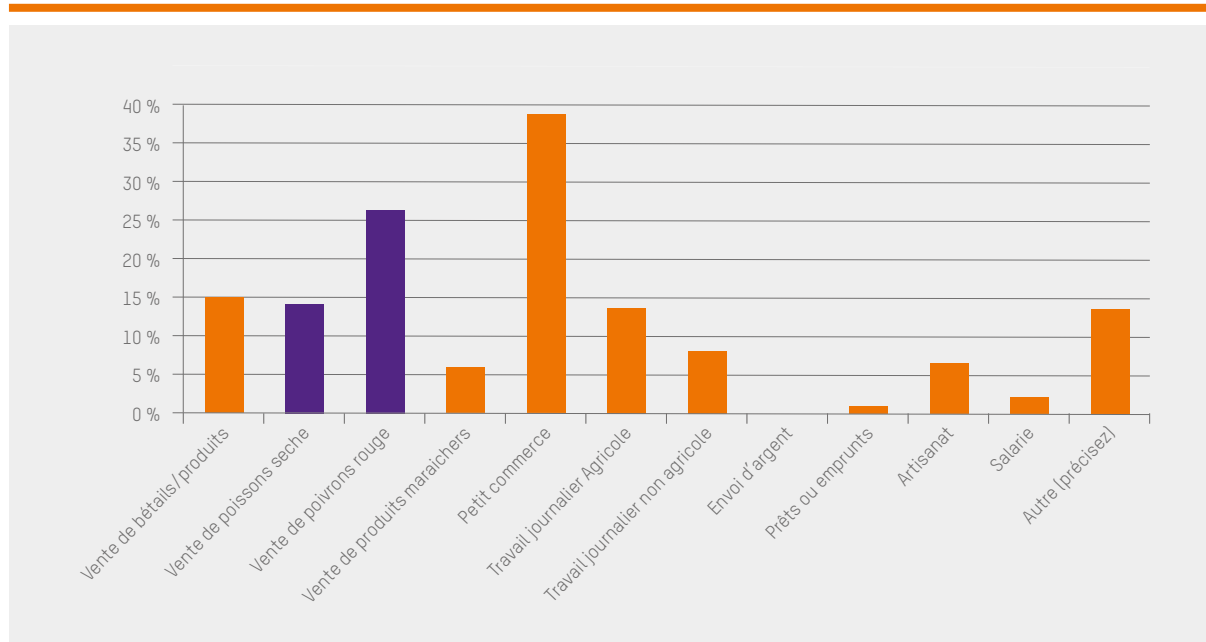
3.3. Population cible : caractéristiques

TABLEAU 1 CARACTÉRISTIQUES DES GROUPES CIBLES

Groupe cible	Nombre	Lieu	Caractéristiques
Personnes déplacées ou réfugiées et ménages d'accueil : petits cultivateurs de poivron et pêcheurs	Environ 65 000 petits cultivateurs de poivron/métayers et 35 000 pêcheurs	Région de Diffa	<p>Petits cultivateurs de poivron/métayers</p> <ul style="list-style-type: none"> • Situés le long de la vallée de la Koumadougou - Sans terre / entre 0,5 et 3 ha au maximum - Plus de 50 % des revenus provenant du poivron - Surtout des Kanouris et des Boudoumas (cultivateurs) et des Kanouris, Boudoumas et Peuls (métayers) <p>Pêcheurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Situés pour la plupart dans la pointe extrême au sud-est du Niger et du lac Tchad (région de N'Guigmi/Bosso) et sur les rives de la Koumadougou • Surtout des Kanouris et des Boudoumas (Niger) et des Haoussas (Nigeria) • Taille moyenne des ménages de sept personnes • Les ménages pauvres ont tendance à être des pêcheurs et à vendre à des ménages plus aisés
<p>N.B. Les chiffres ci-dessus reposent sur les statistiques de la DREC datant d'octobre 2016 et sur les données sur les revenus des populations recueillies par Oxfam. Les statistiques officielles du gouvernement estiment entre 5000 et 6000 le nombre de petits cultivateurs de poivron (sans compter les métayers) et à 15 000 le nombre de pêcheurs. Cependant, les données de l'analyse de l'économie des ménages montrent que 306 746 personnes vivaient dans ces zones de subsistance en 2011 et on estime que les statistiques présentent un tableau nettement en-deçà de la réalité.</p>			

Il est à noter que même si cette étude dresse spécifiquement l'analyse des marchés critiques du point de vue des populations les plus vulnérables, tous les groupes socioéconomiques participent à un stade ou à un autre à chacun de ces marchés. Néanmoins, d'après les données de l'analyse de l'économie des ménages pour le Niger, les sources de revenus des populations les plus pauvres sont les moins variées et par conséquent ce sont elles qui tendent à être les plus durement touchées lorsque les crises affectent certains systèmes de marché plus que d'autres. Les ménages les plus pauvres ont tendance à pratiquer la pêche plutôt qu'à acheter/vendre sur les marchés, ce qui les rend donc plus vulnérables à des crises touchant le marché de la pêche. Les données de référence de l'analyse de l'économie des ménages révèlent que 76 % de la population dans la zone de subsistance de la production irriguée du poivron rouge de Koumadougou sont soit pauvres soit très pauvres, ce qui souligne la vulnérabilité des populations dont les moyens de subsistance dépendaient du poivron préalablement à la crise.

FIGURE 1 POURCENTAGE DE LA POPULATION À AVOIR TOUCHÉ DES REVENUS DES MARCHÉS DU POISSON ET DU POIVRON, FÉVRIER 2015]

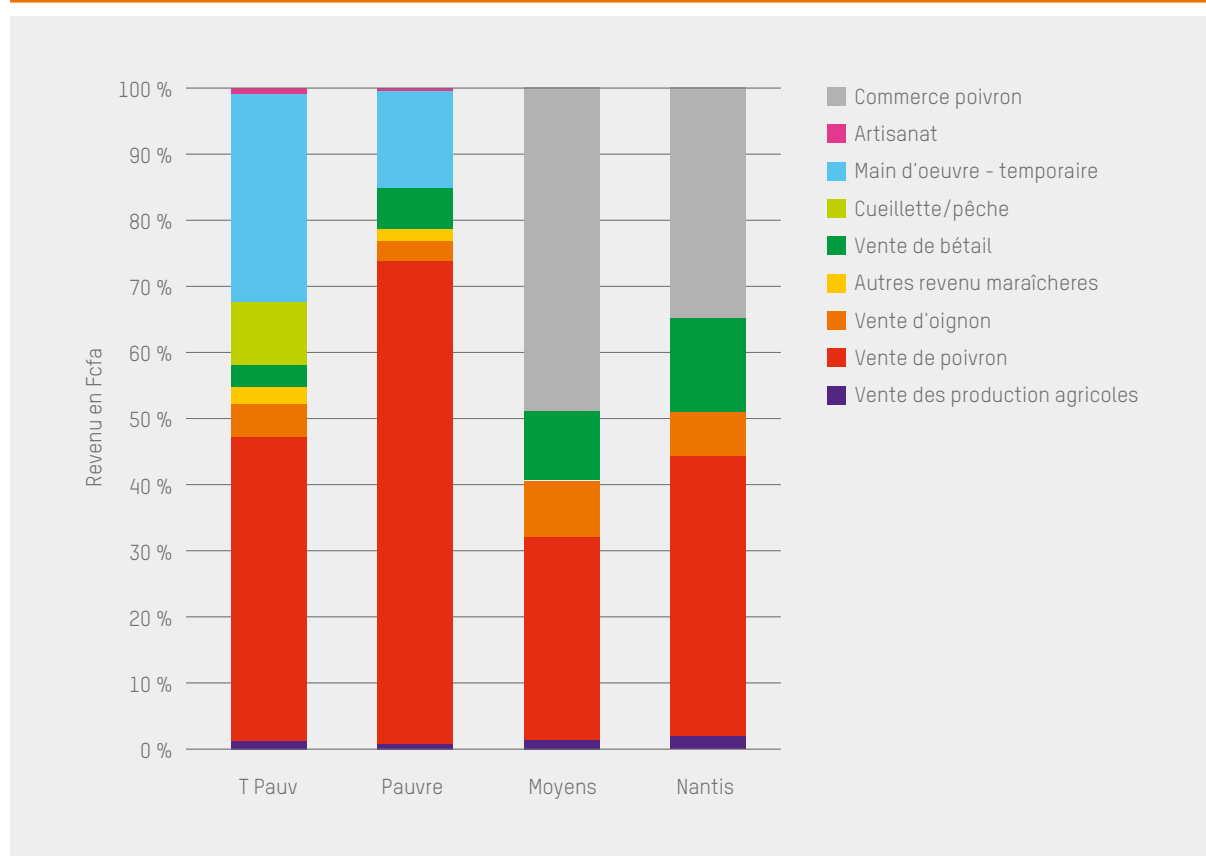


La Figure 1 montre les données recueillies à partir des évaluations d'Oxfam en octobre 2016 parmi les populations touchées par le conflit dans la région de Diffa.⁹ Sur les 415 ménages interrogés, 14 % d'entre eux touchaient des revenus de la vente de poisson avant la crise et 26 % de la vente de poivron rouge. Les chiffres de l'analyse de l'économie des ménages du Sahel de 2014 montrent que les ménages pauvres et très pauvres touchaient plus de 50 % de leurs revenus de la vente de poivron rouge séché. La population de Diffa est chroniquement pauvre en années normales, le revenu mensuel approximatif moyen avant la crise pour l'ensemble des ménages touchés par le conflit interrogés par Oxfam s'élevait à 53 000 francs CFA/92 dollars américains. Le revenu mensuel moyen disponible pour les petits cultivateurs de poivron et les pêcheurs avant février 2015 est indiqué dans le Tableau 2 ci-dessous. Celui-ci montre que, répartie sur 12 mois, on peut s'attendre à ce que la saison de la pêche fournisse en moyenne des revenus de 331 dollars par mois aux pêcheurs et de 249 dollars aux petits agriculteurs pour la récolte de poivron : donc, par rapport à la population prise dans son ensemble, les marchés du poisson et du poivron apportaient des revenus supérieurs à la moyenne dans des années normales.¹⁰

TABLEAU 2 REVENUS POUR LES GROUPES CIBLES AVANT FÉVRIER 2015

Ménages de pêcheurs pauvres	Francs CFA	Dollars américains	Cultivateurs de poivron pauvres	Francs CFA	Dollars américains
Moyenne par mois	135 833	233	Moyenne par mois	143 750	249

FIGURE 2 SOURCES DE REVENUS DANS LES ZONES DE SUBSISTANCE DE KOUMADOUGOU, 2014



La Figure 2 montre les données de l'analyse de l'économie des ménages du Sahel¹¹ concernant les sources de revenus des ménages dans la zone de subsistance de Koumadougou avant février 2015.

3.4. Calendrier saisonnier pour la région de Diffa (année normale)

Régime climatique	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Saison des pluies					Pluies légères		Pluies torrentielles					
Saison sèche												
Saison maigre												
Culture : pluviale	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Millet					Préparation		Plantation		Récolte		Vente	
Sorgho					Préparation		Plantation		Récolte		Vente	
Niébé					Préparation		Plantation		Récolte		Vente	
Cacahuète										Récolte		Vente
Culture irriguée	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Riz						Préparation, plantation et entretien					Recol.	
Poivron	Récolte				Préparation		Désherbage et entretien					Recol.
Oignons	Désherbage/Entretien			Recol.								Prép.
Élevage	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Période de migration animale												
Vente normale d'animaux												
Maladies animales												
Main-d'œuvre	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Travail journalier - Agricole												
Travail journalier - Cultures irriguées												
Fabrication de briques												
Petit commerce												
Fabrication artisanale												
Autre	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Période de pointe de la pêche												
Collecte de bois												
Fêtes religieuses												

Le calendrier saisonnier ci-dessus montre les grands moments de l'année pour chacune des principales activités de subsistance. Cette étude a été réalisée en octobre, au plus fort de la saison des récoltes de céréales dans la région (sorgho et millet) et de niébé, juste avant la récolte du riz et lorsque les ventes d'animaux sont au plus fort de l'année. Dans cette région, la région maigre court généralement de juillet à octobre.

SECTION 4 : SYSTÈMES DE MARCHÉ

4.1. Systèmes de marché critiques

Cette EMMA modifiée visait à analyser les marchés des revenus qui sont essentiels pour subvenir aux besoins de première nécessité et pour assurer la protection/le relèvement des moyens de subsistance des populations vulnérables touchées par le conflit de la région de Diffa. L'objectif était de couvrir les deux systèmes de marché des revenus tout au long de l'étude. Avant le début de l'étude, des consultations avec les membres des clusters concernés et de différentes ONG de Diffa ainsi que de Niamey ont contribué à la présélection de systèmes de marché :

- Marché du poisson fumé
- Poivron rouge séché
- Production de riz (à vendre)
- Intrants agricoles (semences ou outils)
- Vente de bois de chauffage/charbon
- Métier du taxi-moto

C'est au cours de la formation EMMA à Niamey qu'a été prise la décision finale des marchés critiques à analyser à l'aide d'une matrice de notation lors d'une session participative. Cette décision se fondait sur les recommandations de tous les autres acteurs humanitaires consultés, qui avaient indiqué que les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché étaient ceux qui avaient été les plus touchés par la crise en cours. Le choix s'est arrêté sur les marchés du poisson fumé et du poivron rouge en raison de la faisabilité de l'analyse, de sa pertinence face aux besoins de la population cible et de son inscription dans le cadre du mandat d'Oxfam. D'autre part, peu d'acteurs étaient déjà intervenus sur ces marchés.

4.2. Cadre d'analyse

Tant pour le marché du poisson fumé que pour celui du poivron rouge séché, les grands axes analytiques retenus ont été les suivants :

1. Comment le conflit en cours impliquant Boko Haram et les opérations militaires le combattant a-t-il affecté le système de marché et exposé les acteurs à des risques de protection ?
2. Quelles sont les stratégies adoptées par les populations qui dépendaient de ces marchés de revenus, et quels en sont les risques d'atteinte à la protection associés ?
3. Quelles pourraient être des options d'intervention sûres et appropriées capables de soutenir les moyens de subsistance et de réduire les risques de protection des ménages pauvres victimes d'une perte de leurs revenus en raison des perturbations subies par les marchés ?

! NB : Tant sur le marché du poisson fumé que sur celui du poivron séché, les échanges se font en naira nigérian. Toutefois, en raison de la forte dépréciation du naira entre la période de référence et l'actuelle période de crise, le franc CFA a été utilisé pour mieux démontrer les variations de prix. Les taux de change utilisés pour les calculs sont les suivants :¹²

	Naira – Franc CFA	Franc CFA – Naira
Février 2015	3,045784	0,328323
Octobre 2015	1,877657	0,532652

Tous les prix sont également indiqués en dollars américains aux taux de change passés et présents.

SECTION 5 : LE SYSTÈME DE MARCHÉ DU POISSON FUMÉ

Entourée par les cours d'eau fertiles à sa frontière avec le Nigeria et le Tchad, la région de Diffa est l'une des zones de pêche les plus fertiles du Niger.¹³ En raison des problèmes de stockage et de préservation dus au climat sahélien, la plupart des poissons pêchés sont immédiatement fumés plutôt que d'être vendus frais. Le marché du poisson fumé joue un rôle majeur comme source de revenus pour la population de Diffa, en particulier dans les départements de Bosso et de N'Guigmi sur les rives du lac Tchad. Le taux de consommation des ménages productifs est relativement faible, ce qui signifie que les ménages de pêcheurs vendent la majorité de leurs prises comme gagne-pain.¹⁴ Bien que la pêche concerne principalement les ménages pauvres,¹⁵ le marché du poisson profite aussi à d'autres couches de la société, de ménages à revenus moyens à plus aisés jusqu'à de grandes entreprises de pêche pour toutes les activités de fumage, de collecte, de transport, de stockage et de vente. Tous les pêcheurs interrogés ont indiqué que plus de 60 % du total de leurs revenus moyens provenaient de la pêche et la moitié d'entre eux ont précisé qu'il s'agit là de leur unique source de revenus. Selon différentes sources, avant février 2015, ce marché comptait 15 000 pêcheurs environ.¹⁶ Toutefois, les données d'Oxfam donnent à penser que ce chiffre pourrait être plus élevé, et se situer aux alentours de 14 % de la population.¹⁷ D'autre part, beaucoup de travailleurs plus saisonniers de la région de Diffa, mais aussi des pays voisins, migrent pour participer au commerce de la pêche à différents stades de la chaîne du marché. Le marché du poisson est donc un marché de revenu majeur dans la région, dont dépendent directement ou indirectement un grand nombre de ménages comme source de revenus et d'alimentation. Les hommes et les jeunes se livrent principalement à la pêche, au transport et à la vente au Nigeria, tandis que les femmes et les enfants se chargent surtout du fumage et du petit commerce.

Les principales questions analytiques pour le système de marché du poisson fumé ont été conçues comme suit :

1. Quelles ont été les répercussions de la crise de Boko Haram sur la capacité du marché du poisson fumé dans la région de Diffa à être une source de revenus pour la population et ont-elles posé des risques de protection accrus à la population affectée ?
2. À quelles stratégies d'adaptation les populations touchées qui participaient à ce marché ont-elles recours dorénavant ?
3. Quelles sont les options de réponse pour améliorer la vie et la protection des populations les plus vulnérables sur le marché de poisson fumé ?

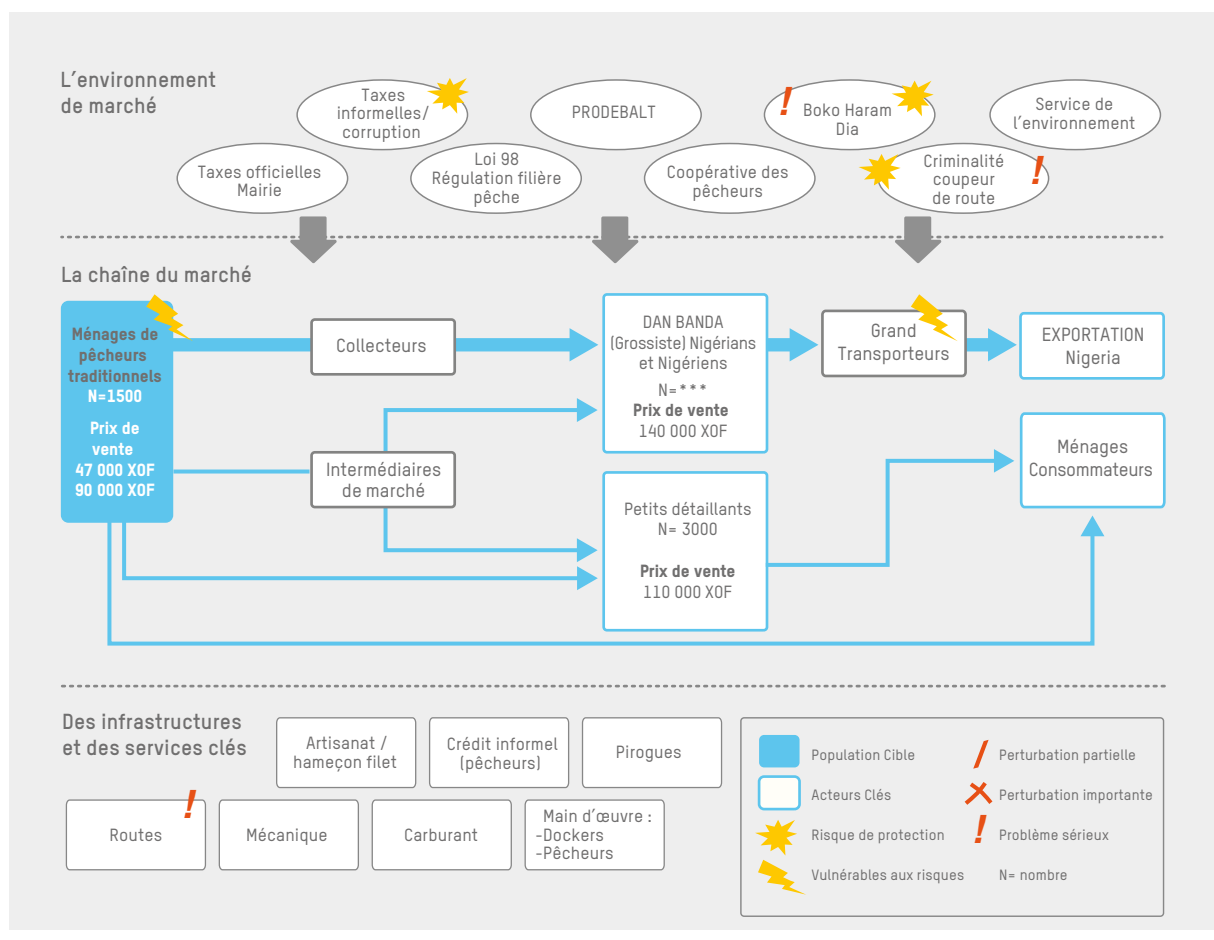
5.1. Situation du marché de référence

Jusqu'en février 2015, le marché de poisson fumé dans la région de Diffa était relativement peu affecté par le conflit de Boko Haram et les opérations militaires combattant qui sévissaient de l'autre côté de la frontière au Nigeria. Boko Haram avait le contrôle de nombreuses régions dans l'État de Borno au Nigeria où le poisson était exporté, ce qui en réduisait l'accessibilité et augmentait le risque pour les transporteurs. Pour autant, la capacité des populations à générer des revenus par ce marché n'avait pas diminué de beaucoup en conséquence. D'après les pêcheurs interrogés des rives du lac, Boko Haram forçait la plupart d'entre eux à payer des taxes mais les actes de violence à l'encontre des Nigériens et les déplacements de population ne s'étaient pas encore propagés à l'ensemble de la région et la majeure partie de la production de poisson fumé continuait à être exportée vers le Nigeria (entre 80 % et 90 % de la production nigérienne¹⁸). Selon la direction régionale de l'environnement à Diffa, 22 612 tonnes de poisson ont été produites en 2014, d'une valeur de 20 milliards de francs CFA (34,5 millions de dollars) ; les exportations de poisson ont contribué à 70 % des revenus douaniers de la région de Diffa à cette période.¹⁹



Poisson fumé, marché central de Diffa. Photo : Corrie Sissons/Oxfam

FIGURE 3 CARTE DU SYSTÈME DE MARCHÉ DU POISSON FUMÉ - SITUATION DE RÉFÉRENCE



Chaîne du marché

Les premiers maillons de la chaîne du marché du poisson fumé commençaient par quelques pêcheurs artisanaux et de gros pêcheurs le long des berges de la Koumadougou, mais se situaient principalement sur les rives du lac Tchad et de ses nombreuses îles. En raison de la forte dépendance de tous les ménages de pêcheurs vis-à-vis de cette source de revenus, la présente étude prend tous en compte comme formant la population cible. Les gros pêcheurs étaient capables de produire entre 80 et 100 caisses de 50 kg de poisson par mois, tandis que les pêcheurs artisanaux en produisaient entre 10 et 20 en moyenne. Le poisson était principalement vendu une fois fumé, en raison du relatif éloignement des zones de pêche et de l'impossibilité de transporter et de conserver le poisson pour le vendre sur les marchés due à la chaleur du climat. Les familles de pêcheurs (femmes et enfants) se chargeaient du fumage, et certains pêcheurs employaient des travailleurs journaliers pour ces opérations qui durent une journée. Le prix de vente d'une caisse de 50 kg de poisson fumé varie d'une saison à l'autre. La haute saison, quand le poisson est abondant, court de mars à juin, tandis que décembre est considéré être la basse saison (quand les prix sont à leur plus haut). Le type de poisson vendu influe aussi sur le prix, de même que la qualité du fumage. Clarias et bragus bayate sont les deux espèces de poisson les plus chères : d'après les données, ils peuvent se vendre jusqu'à 120 000 francs CFA (205 dollars) la caisse de 50 kg. Le poisson de moins bonne qualité, comme celui utilisé pour les sauces et les condiments, se vend en moyenne 30 000 francs CFA (52 dollars) la caisse.

Des entretiens ont révélé qu'en moyenne à cette époque, le prix de vente d'une caisse de 50 kg de poisson avoisinait les 47 000 francs CFA (82 dollars). On estime que les coûts de production des pêcheurs représentaient environ 17 % de ce montant (travail journalier et taxes inclus), de sorte que le revenu net s'élevait aux alentours de 33 000 francs CFA (58 dollars) la caisse de 50 kg, soit 83 % du prix de vente. Il convient de noter aussi que les pêcheurs étaient tenus de payer en plus de nombreuses taxes officielles variables pour pouvoir poursuivre leurs activités sans entraves, provenant des autorités traditionnelles ainsi que d'autres groupes. Ces taxes rognèrent davantage le revenu net moyen des ménages. Si l'on considère que le nombre moyen de caisses de 50 kg vendues par un ménage de pêcheurs artisanaux à la saison haute est d'environ 14 caisses par mois, le revenu annuel moyen pour les pêcheurs artisanaux est d'environ 1 630 000 francs CFA (2 800 dollars).

TABLEAU 3 PRIX DE VENTE PAR CAISSE DE 50 KG, EN FRANCS CFA, FÉVRIER 2015

Pêcheurs	Grossiste (marché du Nigeria)	Détaillant (marché local)
47 000 francs CFA (82 dollars)		
90 000 francs CFA (155 dollars)	140 000 francs CFA (240 dollars)	110 000 francs CFA (190 dollars)

Le commerce entre pêcheurs et détaillants ou grossistes nigériens/nigériens se faisait de deux manières : soit les acheteurs se rendaient directement dans les villages/camps de pêcheurs dans les îles et sur les berges du lac, soit les pêcheurs vendaient leur prise par des intermédiaires sur les marchés de poisson hebdomadaires (les plus grands étant ceux de Doro Léléwa et de Libéria dans le département de N'Guigmi et de Kiri-Kiri dans le département de Bosso). Les pêcheurs passaient par des intermédiaires de marché pour les aider à fixer le prix de vente en fonction des variations du marché, qu'ils payaient pour la plupart en espèces. Les grossistes achetaient auprès des pêcheurs au niveau du village/camp par le biais d'intermédiaires ou de collecteurs. Les collecteurs n'achetaient pas le poisson fumé pour leur compte mais pour celui des grossistes. La plupart des grossistes interrogés ont indiqué qu'ils payaient comptant ou par la fourniture d'intrants. Les grossistes stockaient le poisson dans les principaux marchés de poisson²⁰ avant de les revendre par le biais de transporteurs à des commerçants au Nigeria. Tous les grossistes interrogés ont indiqué que quand ils achetaient une caisse de poisson fumé à 90 000 francs CFA (155 dollars), ils la revendaient en moyenne à 140 000 francs CFA (240 dollars), soit déjà une augmentation du prix de vente de 64 %. En moyenne, les grossistes achetaient l'équivalent de deux cargaisons de 60 caisses de poisson par mois, qu'ils transportaient pour la plupart vers le Nigeria.

Le peu de poisson vendu sur les marchés au Niger était vendu soit directement au consommateur par les pêcheurs à proprement parler, soit par l'intermédiaire de détaillants sur les marchés locaux tels que de Diffa, de Bosso, de N'Guigmi et d'ailleurs. On comptait environ 3000 détaillants dans la région entière. Les pêcheurs avaient l'habitude d'avoir recours à des réseaux de commerçants qui venaient prendre livraison du poisson directement à partir du village. La pratique était de s'appuyer lourdement sur le capital social et les réseaux, un pêcheur interrogé expliquant que cela faisait plus de 10 ans qu'il travaillait avec les mêmes commerçants.

Environnement du marché

La pêche dans la région de Diffa repose quasi exclusivement sur les ressources naturelles, et nécessite de très faibles apports techniques. La présence du poisson dépend en grande partie des inondations saisonnières de la vallée de la Koumadougou et du lac Tchad. Jusqu'en février 2015, le marché du poisson fumé fonctionnait tout à fait normalement. À cette époque, Boko Haram était présent au Niger mais peu actif. Le groupe prélevait des taxes sur les pêcheurs (la plupart du temps, celles-ci ne faisaient que s'ajouter aux nombreuses taxes officieuses que les pêcheurs devaient payer), mais il n'entravait pas le commerce transfrontalier et ne réduisait pas non plus les volumes de poisson commercialisés, comme en témoignent les chiffres de 2014. L'armée nigérienne était déjà présente le long des rives de la Koumadougou et dans la région du lac, mais aucun des acteurs interrogés n'a indiqué que sa présence posait un gros problème à cette époque-là, mises à part les taxes qu'elle aussi percevait ponctuellement.

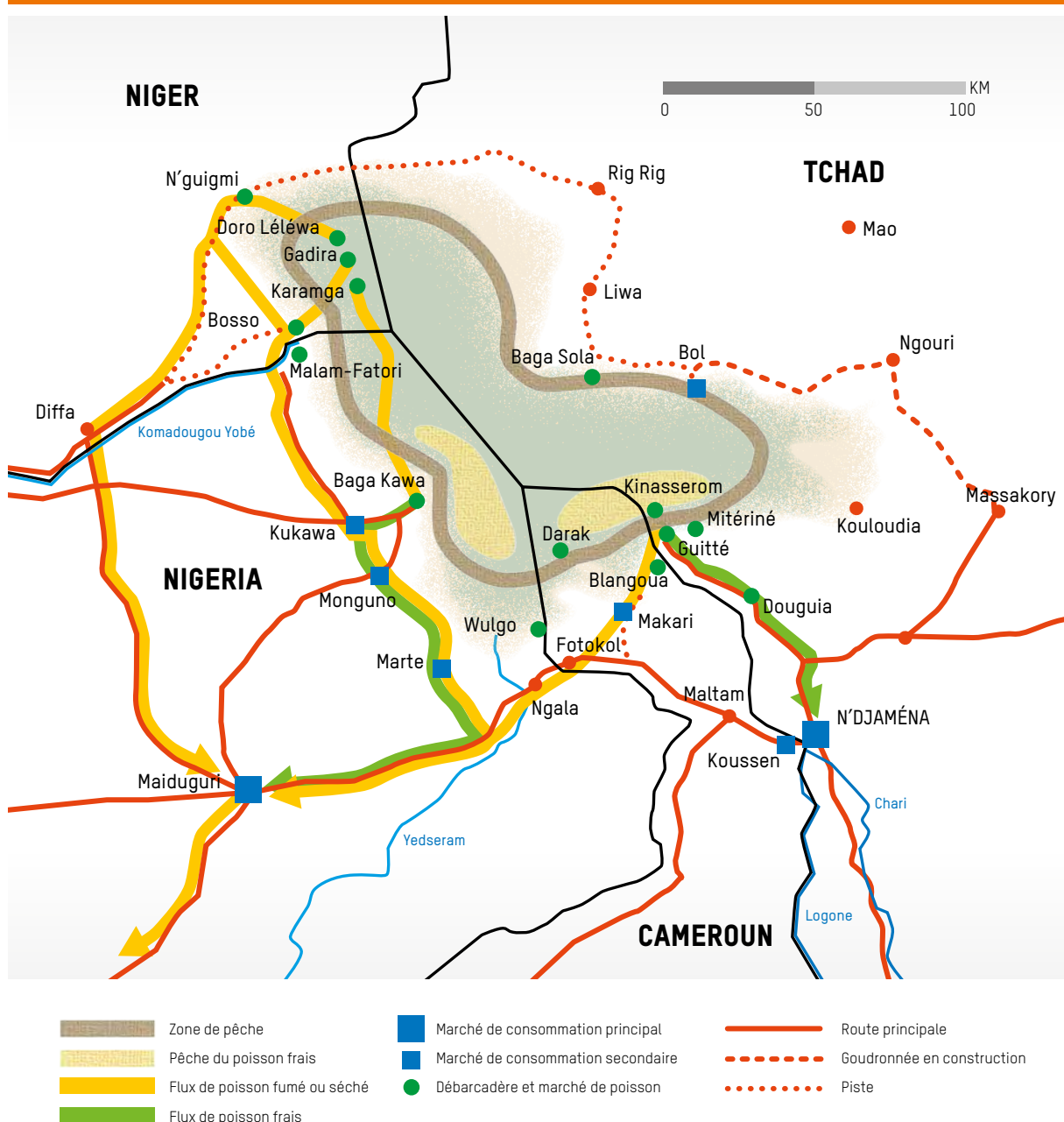
Le marché du poisson était organisé par le département de la pêche qui relève du ministère de l'Agriculture. Ce ministère était responsable de l'application de la loi²¹ qui régissait et contrôlait les activités de pêche et le commerce du poisson dans l'ensemble du pays. D'après cette loi, les pêcheurs étaient tenus de se procurer un permis de pêche annuel qui coûtait 10 000 francs CFA (17 dollars). Le marché du poisson fumé était en grande partie informel : les acteurs du marché (les pêcheurs, grossistes, transporteurs, etc.) étaient tous soumis à des taxes officieuses aussi élevées qu'arbitraires imposées par des autorités institutionnelles, de l'État et traditionnelles mais aussi par des acteurs armés. D'autre part, le marché était peu organisé (très peu de coopératives de pêche, des prix de vente libres, etc.). En 2011, un programme de la Commission du bassin du lac Tchad appelé Programme de soutien pour le développement durable du lac Tchad (PROSEBALT) a été mis sur pied. L'une de ses principales activités portait sur les communautés de pêche : création de nouvelles infrastructures, établissement de coopératives de pêche, fourniture d'intrants de pêche et dispense de formation technique pour les pêcheurs. Toutefois, la portée du projet était relativement limitée et celui-ci a pris fin en février 2015. Dernier point : ce marché (comme on l'a vu plus haut) fonctionnait en naira nigérian.

Infrastructures clés

Chaque communauté de pêche utilisait des techniques spécifiques adaptées à la biologie de l'espèce pêchée et au milieu aquatique. Les principaux intrants se résument à des hameçons, des filets et des mécanismes de transport. Les filets et les hameçons étaient généralement remplacés une fois par an. Pour fumer le poisson, les pêcheurs et leurs familles utilisaient du pétrole, des tôles et du grillage. Toutefois, l'achat de ces intrants nécessitait l'octroi de crédit ou de prêt ou l'emprunt de matériel. Les pêcheurs les rembouraient alors en nature avec des caisses de poisson fumé pendant les mois de pêche. Les grossistes se chargeaient généralement d'accorder les crédits, à un taux d'intérêt élevé, ce qui leur permettait d'assurer leurs stocks pour la saison à venir. Les dispositifs d'entreposage étaient d'importance critique : on stockait le poisson au village pendant une durée pouvant aller jusqu'à un mois, avant de le transporter au Nigeria ou sur les marchés

locaux. Le réseau de transport entre le lac et les centres commerciaux au Nigeria était quant à lui un élément clé de l'ensemble du marché du poisson fumé. À cette époque-là, pour des raisons de sécurité, les transporteurs empruntaient principalement la route reliant Diffa à Maiduguri (Nigeria) qui traversait l'État de Borno, soit une distance de 125 km environ. Les exportations vers le Nigeria se faisaient principalement par voie terrestre en empruntant deux routes principales : de Bosso directement jusqu'à Baga le long des rives du lac, et de Diffa jusqu'à Maiduguri. Toutefois, depuis 2014, la première de ces deux routes d'exportation vers le Nigeria (de Bosso à Baga) n'était plus guère empruntée en raison de la forte présence de Boko Haram dans la région (voir Carte 5). La plupart du poisson était transporté de Diffa à Maiduguri, ce qui augmentait donc la durée du voyage mais qui bénéficiait également au marché de Diffa, qui était sur le point de devenir un centre majeur pour le marché du poisson. Il est à noter que les exportations de poisson n'ont pas diminué en 2014. Enfin, le marché du poisson fumé était fortement tributaire du recours à du travail journalier à différents stades de la chaîne.

CARTE 4 COMMERCE DU POISSON DANS LE LAC TCHAD, 2015²²



18 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

Risques d'atteinte à la protection et vulnérabilités

Avant le début des attaques lancées par Boko Haram sur le territoire nigérien en février 2015, les acteurs du marché du poisson fumé disaient se sentir moins en danger. Pour autant, ils ne travaillaient pas et ne commerçaient pas dans un environnement dénué de tout risque. Les principaux problèmes dont les pêcheurs, les grossistes et les transporteurs se plaignaient étaient d'être victimes d'extorsion de fonds par divers acteurs. Plus de 70 % des pêcheurs interrogés ont en effet expliqué que les autorités traditionnelles, des agents des eaux et des forêts venaient dans les villages de pêcheurs et exigeaient des paiements supplémentaires. Ils ont ajouté que les extorsions pratiquées par Boko Haram et par les forces de sécurité nigériennes étaient plus marginales. Ils se sentaient généralement obligés de payer par respect pour la tradition, par crainte de violences, d'arrestation ou de saisie de leurs prises. Les communautés de pêcheurs acceptaient en partie ces pratiques. Les transporteurs ont eux aussi évoqué des taxes officieuses et la nécessité de s'adapter à la présence et au contrôle accru de Boko Haram dans l'État de Borno. Il s'agissait notamment d'éviter certaines routes (par ex. de Bosso-Baga-Maiduguri) par crainte d'extorsion, de pillage et de violences de la part des membres de Boko Haram et de coupeurs de route. Une minorité de petites commerçantes (exclusivement des femmes) ont indiqué que l'achat de poisson fumé auprès des pêcheurs et sur les marchés le long des rives de la Koumadougou et autour du lac leur faisait courir des risques, et notamment des risques de violences basées sur le genre et sur le sexe pendant leur trajet à travers brousse. Elles avaient recours à des stratégies d'adaptation pour réduire ces risques, notamment en se déplaçant en groupe et en circulant à moto.

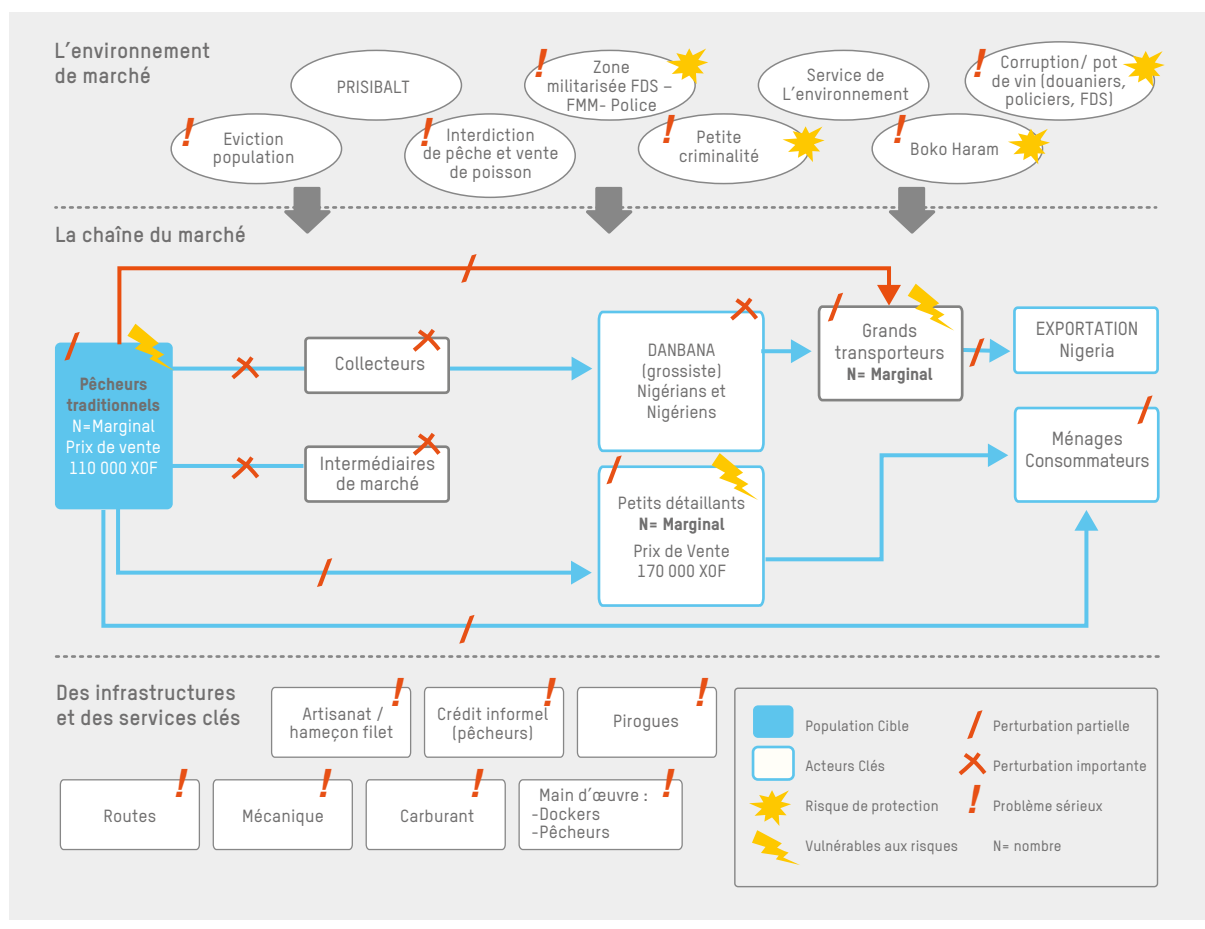
5.2. État des lieux depuis la situation d'urgence

Depuis février 2015, le conflit de Boko Haram et les opérations militaires le combattant ont fortement perturbé le marché du poisson fumé dans la région de Diffa. C'est vers cette date que le groupe Boko Haram a lancé plusieurs attaques importantes au Niger (Diffa et Bosso) qui ont entraîné des exodes massifs de la population des zones de pêche. Le groupe est devenu plus actif dans la région et s'est mis à attaquer de façon plus systématique la population qui vivait sur les rives du lac. En réponse, dans le cadre de son objectif déclaré de combattre Boko Haram, le gouvernement nigérien a déclaré l'état d'urgence dans toute la région le 11 février 2015. Cette décision a porté grandement atteinte à la liberté de déplacement dans les zones de pêche, qui ont été évacuées et où les contrôles et la présence militaire se sont intensifiés. La frontière du Nigeria a été fermée et le commerce transfrontalier a été détourné, allongeant ainsi les temps de transport. Toutefois, le facteur de loin le plus déterminant pour le marché du poisson fumé dans a été l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson. Le gouvernement a imposé cette interdiction dans l'ensemble de la région de Diffa au titre de mesures d'urgence. Il a justifié cette interdiction en affirmant qu'une grande partie des revenus de Boko Haram proviendrait du commerce du poisson au Nigeria, et particulièrement dans les villes et villages sous son contrôle. L'interdiction de la pêche et de la vente de poisson a de fortes répercussions le marché du poisson. Maintenant que toutes les activités liées à la pêche et la vente de poisson sont illégales, les acteurs du marché sur l'ensemble de la chaîne sont exposés à des risques très élevés de protection. Beaucoup se sont entièrement retirés de ce marché. Toutefois, pour survivre, les plus vulnérables continuent de pêcher et de s'exposent donc à des risques accrus.



L'équipe EMMA s'entretient avec un commerçant, marché central de Diffa. Photo : Corrie Sissons/Oxfam

FIGURE 4 CARTE DU SYSTÈME DE MARCHÉ DU POISSON FUMÉ - SITUATION D'URGENCE



La Figure 4 montre l'impact que la crise a eu sur le système de marché.

Chaîne du marché

La crise actuelle porte considérablement atteinte à l'ampleur du marché de même qu'à la structure de la chaîne du marché. Le fait le plus marquant est la complète disparition de la chaîne de la majorité de ses acteurs, des pêcheurs jusqu'aux commerçants. Ceux qui continuent de se livrer au commerce artisanal du poisson fumé ont été contraints de passer à la « clandestinité » et le niveau des revenus des acteurs a enregistré une chute spectaculaire. Ce marché ne représente plus qu'une maigre source de revenus.

La baisse des volumes est telle que certains pêcheurs ne comptent plus en caisses mais en tasses (la mesure que les petits commerçants utilisaient autrefois). Les pêcheurs encore en activité ne pêchent plus que de nuit sur les rives de la Koumadougou, sans bateaux. Le système de collecte au village ne fonctionne plus : les pêcheurs transportent les petites quantités de poisson fumé qu'ils produisent pour les livrer directement aux acheteurs. Étant donné le caractère illégal de la production halieutique, d'où la baisse considérable des volumes, les exportations ont cessé. Les collecteurs et les grossistes ne participent plus à la chaîne du poisson. Les transporteurs en souffrent tout au long des maillons de la chaîne. Rares sont ceux à prendre le risque de transporter du poisson vers le Nigeria et les quantités transportées sont dérisoires. La plupart des petites prises qui continuent à être pêchées dans la région sont vendues localement à de petits commerçants pour la consommation des ménages des environs. D'après les pêcheurs et les commerçants interrogés, une tasse²³ que le pêcheur vendait auparavant 9000 francs CFA (15,50 dollars) au commerçant, se vend dorénavant 11 000 francs CFA (19 dollars) sur les marchés locaux. Cela correspond à une hausse de prix de 22 % pour une caisse qui se vendait auparavant 90 000 francs CFA (155 dollars) qui se vend dorénavant 110 000 francs CFA (190 dollars).²⁴ Les quantités vendues sont toutefois extrêmement limitées, et les acteurs qui pratiquent toujours cette activité ont vu leurs revenus du poisson chuter radicalement.

La crise a donc entravé considérablement la capacité du marché du poisson fumé à procurer des revenus à tous les anciens acteurs de la chaîne. Les plus touchés sont ceux qui n'avaient aucune autre source de revenu ni d'autres compétences, et ceux dépourvus d'économies.

TABLEAU 4 PRIX DE VENTE PAR CAISSE DE 50 KG, EN FRANCS CFA, FÉVRIER 2015

Prix de vente par caisse en francs CFA/dollars, février 2016		
Pêcheurs	Grossiste	Revendeur
110 000 francs CFA (190 dollars)	S.O.	170 000 francs CFA (280 dollars)

Environnement du marché

Le conflit de Boko Haram a eu un énorme impact sur l'environnement du marché du poisson dans la région de Diffa, en limitant considérablement sa production. Les effets immédiats des attaques perpétrées au Niger se sont manifestés par une présence militaire accrue dans les zones de pêche. Des forces de sécurité nationales et internationales patrouillent dorénavant la région qui est considérée zone militaire. Boko Haram a également intensifié sa présence sur les rives du côté nigérien du lac et de la Koumadougou, entravant l'accès des pêcheurs aux zones de pêche. La plupart des populations de cette zone de subsistance ont soit été évacuées par les militaires, soit fui devant l'avancée de Boko Haram, et se trouvent aujourd'hui concentrées autour de la Nationale 1 (Kabelewa, Ngagam et N'Guigmi), loin des zones de pêche. Tous les pêcheurs interrogés ont fait part de ces obstacles.²⁵ Certains pêcheurs ont ajouté à cela le grave problème de l'augmentation du nombre de larcins dans les lieux non sécurisés. La circulation de véhicules et de pirogues n'est plus autorisée autour du lac Tchad et dessus. En particulier, les deux-roues (motos) qui empruntaient auparavant les rives de la Koumadougou ne sont plus autorisés au titre de la loi relative à l'état d'urgence. Un couvre-feu est également en place dans l'ensemble de la région.

L'interdiction totale de la pêche reste toutefois le facteur limitant essentiel du nouvel environnement de marché dorénavant en crise. Les anciens pêcheurs et les pêcheurs devenus clandestins se trouvent éloignés des zones de pêche et doivent franchir une multitude de postes de sécurité pour essayer d'accéder à ce moyen de subsistance. Si les pêcheurs recevaient autrefois peu d'aide extérieure, celle-ci est désormais inexistante. En plus de cela, il s'est produit depuis février 2015 une forte dévaluation du naira, qui est tombé à un taux de 0,5327 par rapport au franc CFA en octobre 2016. Concrètement, quand en février 2015 1000 nairas valaient 3046 francs CFA (5 dollars), en octobre 2016 ils ne valent plus que 1878 francs CFA (3 dollars). Cette dévaluation a diminué le pouvoir d'achat des ménages pauvres qui étaient tributaires d'un marché qui fonctionne en naira.

Infrastructures clés

Étant donné que le marché du poisson fumé n'emploie plus de travailleurs journaliers, ceux-ci sont contraints de trouver d'autres moyens de subsistance. Dans une conjoncture de ralentissement économique, les offres d'emploi sont extrêmement limitées. Les chiffres d'Oxfam montrent une augmentation du nombre de personnes à gagner leur vie par du travail journalier (passant de 8 % en février 2015 à 17 % aujourd'hui). Les principaux intrants nécessaires pour la pêche ne sont plus produits ni exportés, en raison de l'interdiction de la pêche et de la circulation des bateaux. Les rares pêcheurs qui pêchent dans la clandestinité utilisent leurs anciens outils qu'ils doivent réparer à défaut de pouvoir les remplacer. Quoiqu'il en soit, en raison de la diminution de leurs revenus, ces pêcheurs n'ont plus assez d'argent pour se permettre d'acheter du nouveau matériel essentiel. D'autre part, l'accès au crédit et à des prêts auprès de grossistes a cessé, les créanciers du Nigeria ne participant plus à ce marché, et ceux du Niger ayant peu de liquidités en raison de la baisse de leurs revenus. La plupart des grossistes interrogés ont indiqué qu'ils sont maintenant devenus des petits commerçants.

Analyse des risques d'atteinte à la protection et de la vulnérabilité

La situation sécuritaire a changé du tout au tout dans la région de Diffa depuis février 2015, lorsque Boko Haram a élargi son champ d'action au Niger et a pris les civils pour cibles. Dorénavant, les civils se trouvent exposés à des menaces accrues. Quant aux risques de protection concernant la population qui était auparavant active sur le marché du poisson fumé, il est important de faire la distinction entre :

- Les risques de protection auxquels sont confrontés les individus qui continuent d'être impliqués dans le marché du poisson fumé.
- Les risques de protection auxquels sont confrontés ceux qui se sont retirés de la chaîne et qui se livrent à de nouveaux moyens de subsistance et à des stratégies d'adaptation.

Ménages de pêcheurs : Les pêcheurs qui continuent de pratiquer des activités de pêche ont tous indiqué qu'ils sont désormais exposés à de nouveaux risques majeurs en matière de protection lorsqu'ils pratiquent la pêche. Tous ont expliqué que depuis que le conflit a franchi la frontière vers le Niger, ils ont peur des attaques que Boko Haram lancent sur les sites de pêche. La crainte de Boko Haram est forte : beaucoup de personnes ont été victimes d'attaques contre leurs villages et exposées à des actes d'une extrême violence. Les membres de Boko Haram ont désormais recours de manière plus systématique à des actes de violence contre les populations du lac Tchad et de la Koumadougou, lorsque celles-ci ne peuvent pas lui remettre les biens et l'argent qu'ils demandent.²⁶ Tous les pêcheurs craignent également de se faire attraper par les militaires lorsqu'ils se déplacent vers les zones de pêche. Ils ont peur de se faire arrêter et emprisonner et d'être accusés d'activités terroristes pour avoir pénétré dans des zones militarisées en vue de se livrer à des activités illégales.

Leur crainte première est toutefois de se faire tuer par les militaires, qui pourraient les méprendre pour des membres de Boko Haram. Depuis que la pêche est interdite, pour éviter les militaires, les pêcheurs pêchent dorénavant principalement de nuit et évitent les camps militaires. Ces stratagèmes augmentent le risque qu'ils tombent sur les troupes de Boko Haram.

La plupart des pêcheurs ont maintenant cessé toutes activités de pêche en raison des grands dangers qu'elles présentent. Beaucoup de familles d'anciens pêcheurs ont indiqué être dorénavant tributaires de l'aide humanitaire, qui est insuffisante. Plus de 23 % des ménages d'anciens pêcheurs interrogés dans le cadre de l'évaluation multisectorielle d'Oxfam ont indiqué se livrer désormais à des activités illégales ou risquées. Les mécanismes d'adaptation les plus cités exposant les ménages à de nouveaux risques d'atteinte à la protection sont le ramassage de bois de chauffage et de paille, ainsi que la vente et le commerce de denrées alimentaires. D'après les personnes interrogées, le ramassage de bois de chauffage et de paille accentue les tensions qui existent entre les populations déplacées et les communautés d'accueil qui veulent protéger leur environnement contre tout risque de surexploitation.²⁷ Pour éviter de s'exposer à des actes de violence et à des conflits avec les communautés locales et pour se soustraire aux contrôles et aux possibles arrestations des agents forestiers,²⁸ les personnes interrogées ont expliqué qu'elles ont tendance à s'enfoncer plus loin dans des zones non peuplées, s'exposant ainsi à de plus grands risques de harcèlement, de violence (y compris de violences basées sur le genre) et d'extorsion de la part de membres de Boko Haram, de délinquants et de militaires. De nos jours, les jeunes filles de familles d'anciens pêcheurs se livrent à des activités de commerce artisanal (comme la vente de beignets) pour gagner un peu d'argent. Plusieurs pêcheurs ont indiqué que cette activité les expose à des risques de violences basées sur le genre et sur le sexe. Un groupe a également indiqué que, dans sa communauté, plusieurs filles avaient eu recours au travail sexuel pour gagner de l'argent pour la famille. Parmi les ménages d'anciens pêcheurs interrogés pour Oxfam, 20 % d'entre eux ont indiqué se résoudre à marier leurs filles plus tôt qu'ils ne l'auraient souhaité afin de réduire la pression sur leurs ressources. Par ailleurs, 15 % d'entre eux ont déclaré qu'ils avaient dû répartir les différents membres de leur famille entre plusieurs sites afin de bénéficier d'une assistance humanitaire accrue ou pour trouver du travail.

Petits commerçants : En dépit de l'interdiction de la vente de poisson, il semblerait que les répercussions infligées aux petits commerçants locaux de la région soient moins lourdes. En effet, les autorités semblent tolérer cette activité. Sur de nombreux marchés, on trouve toujours à vendre de petites quantités de poisson pour la consommation locale. Les commerçants ont indiqué que c'est quand ils essaient d'accéder aux zones pour rencontrer les pêcheurs qu'ils s'exposent le plus à des risques de protection.

Transporteurs : Tous les anciens transporteurs de poisson ont expliqué que les postes de contrôle militaire sont dorénavant plus fréquents dans la région de Diffa. S'ils sont pris à transporter du poisson dans leurs véhicules, ils courent le risque d'être arrêtés et emprisonnés, soupçonnés de participer à des activités de Boko Haram, et de voir leurs véhicules incendiés. Depuis juin 2015, les autorités ont saisi des cargaisons de poisson, ont mis feu aux marchandises et aux véhicules et ont arrêté des transporteurs illégaux. En avril 2016, les autorités régionales ont détruit 2,7 tonnes de poisson fumé.²⁹ Pour éviter de s'exposer à ces risques, la plupart d'entre eux ont cessé de transporter du poisson et se sont tournés vers d'autres activités de transport.³⁰ L'une des personnes interrogées a également expliqué que la normalisation de la violence et de la pauvreté, ainsi que l'absence de débouchés et de confiance en l'avenir sont autant de facteurs propices au recrutement pour Boko Haram et à la criminalité croissante.

5.3 Analyse des déficits

La principale difficulté pour ce marché est sans aucun doute la chute vertigineuse du nombre d'acteurs sur le marché en raison de l'interdiction de la pêche. Il est donc important de noter que les données suivantes sur les déficits se rapportent uniquement aux acteurs qui se livrent toujours à des activités de pêche, qui sont très peu nombreux.

Chute du nombre de personnes gagnant des revenus du marché du poisson

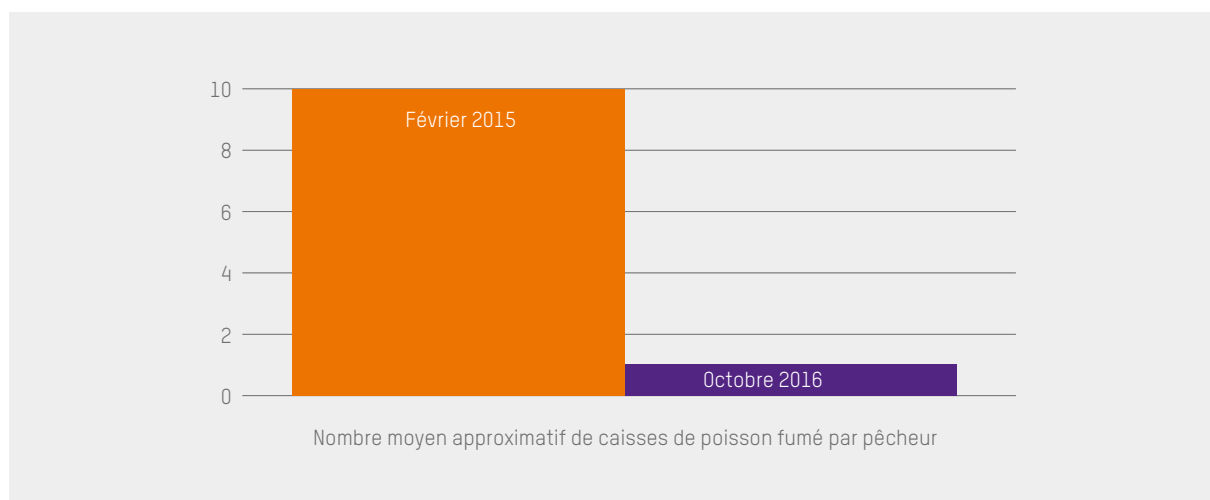
D'après l'évaluation multisectorielle d'Oxfam réalisée dans cinq sites différents, 93 % des personnes interrogées qui ont mentionné la pêche comme source de revenu avant la crise ont maintenant mis entièrement fin à cette activité.

Chute de production

Partant d'une moyenne de 10 caisses de poisson par mois, les pêcheurs interrogés qui continuent de pêcher actuellement produisent en moyenne moins d'une caisse par mois. Cela représente une perte de production de 94 %.

Il est important de noter que cette moyenne de la production de poisson se rapporte exclusivement aux pêcheurs qui continuent de vendre du poisson. La plupart d'entre eux ont cessé de le faire. En tenant compte de l'ensemble des pêcheurs interrogés par Oxfam, la production moyenne avant la crise était aux alentours de 14 caisses.

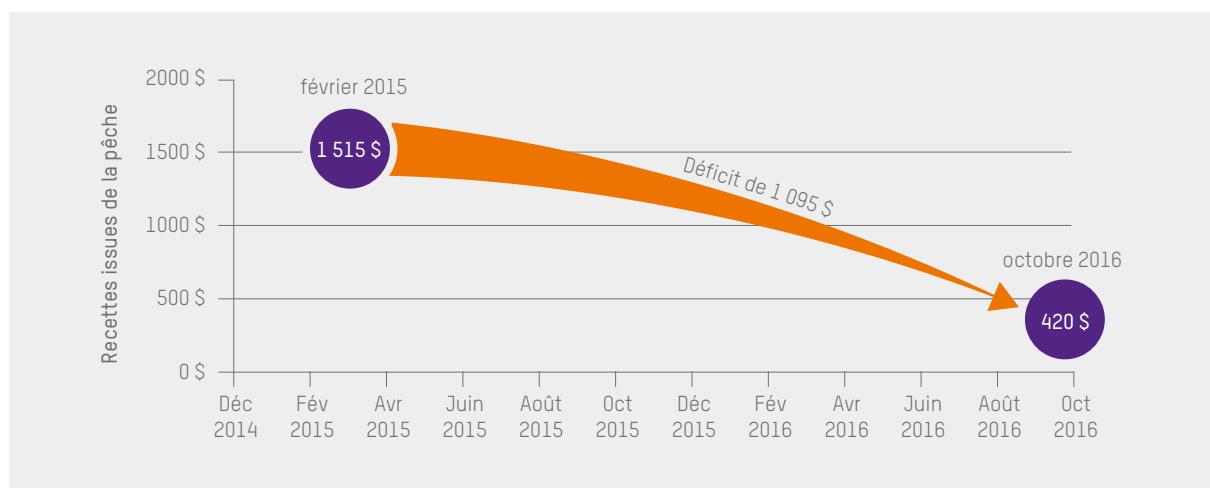
FIGURE 5 CHUTE DE LA PRODUCTION DE POISSON



Chute des revenus de la pêche

La majorité des pêcheurs ont complètement cessé toute activité de pêche. Par le passé, la pêche représentait en moyenne 89 % du total des revenus des pêcheurs interrogés. Les rares pêcheurs restants ont vu s'effondrer leurs revenus de la pêche en raison des faibles quantités qu'ils arrivent désormais à pêcher. En moyenne, les pêcheurs qui gagnaient 1515 dollars par an avant la crise n'en gagnent plus que 420 dollars par an, soit une chute de 72 % de leurs revenus annuels. Les rares commerçants restants ont eux aussi vu s'effondrer leurs revenus de la vente de poisson. En moyenne, les commerçants qui gagnaient environ 228 dollars par mois avant la crise ne gagnent plus que 26 dollars par mois, soit une chute de 88 % de leurs revenus provenant du poisson.

FIGURE 6 DÉFICIT DE REVENUS

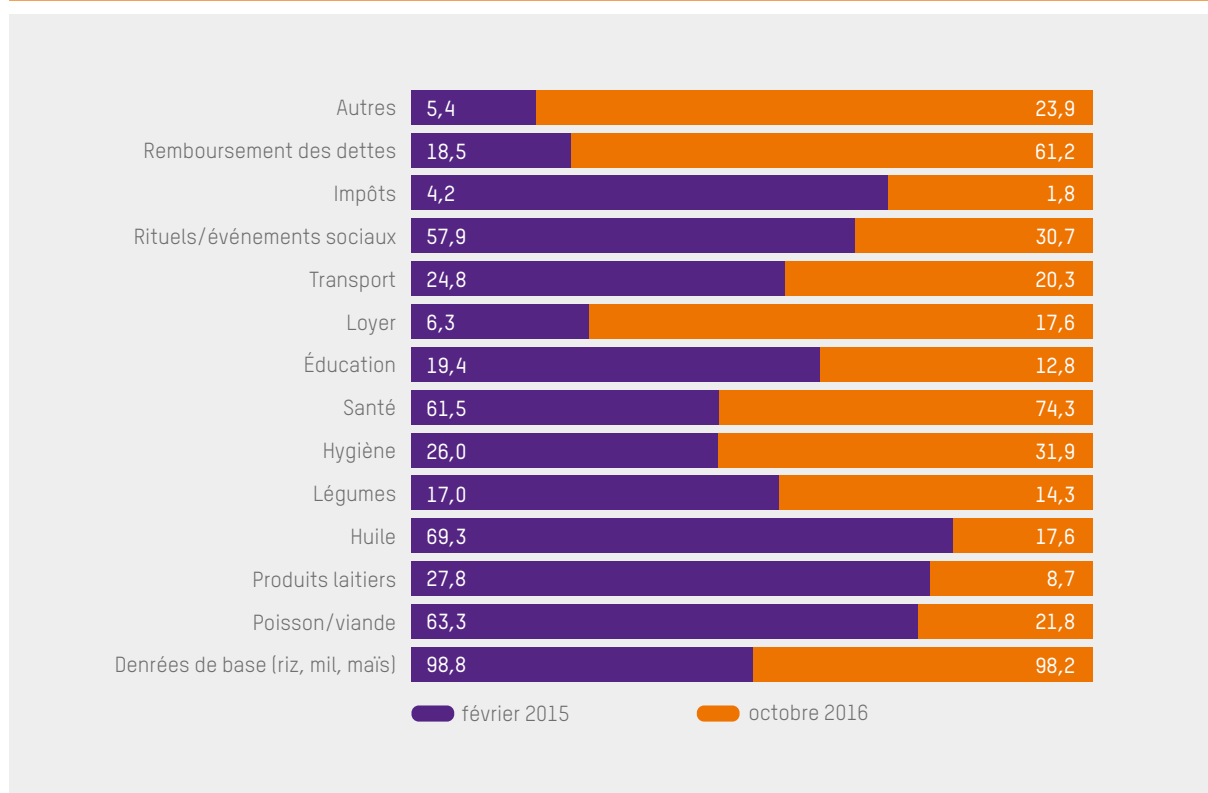


Du fait que le marché du poisson a quasiment cessé, la valeur du marché de 2014 (20 milliards de francs CFA, soit 34,5 millions de dollars) a pour ainsi dire disparu pour l'économie régionale. Le chiffre d'affaires de ce marché est maintenant extrêmement faible et rares sont ceux à en profiter (y compris les institutions régionales). Les implications en sont énormes, non seulement pour les revenus des ménages et leur capacité à nourrir et à subvenir aux besoins de leur famille, mais aussi pour l'économie locale entière et pour les nombreux ménages qui dépendent directement ou indirectement du marché du poisson fumé.

Cette baisse des revenus s'est également répercutée sur les habitudes d'achat des populations, comme les chiffres de l'évaluation d'Oxfam l'ont fait apparaître. Les dépenses des populations ont nettement baissé dans l'éducation et de des denrées dites « de luxe », comme de la viande, et ont augmenté en matière de soins de santé et de loyers.

FIGURE 7 CINQ DÉPENSES PRINCIPALES AVANT/APRÈS FÉVRIER 2015

Oxfam a interrogé un échantillon de 415 ménages et leur a demandé quelles ont été leurs cinq dépenses principales entre février 2015 et aujourd'hui.



Des prises sur le bord du lac Tchad. Photo : Maxime Foissy/Oxfam

24 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

5.4 Recommandations

CADRE DE RECOMMANDATIONS D'INTERVENTION : LE SYSTÈME DE MARCHÉ DU POISSON FUMÉ ³¹					
Activités ou combinaisons d'activités d'interventions	Risques et hypothèses clés	Effet probable sur le système de marché et sur les groupes cibles	Délais	Mise en œuvre	Aspect de la protection
Options d'interventions directes					
Soutenir de nouvelles activités génératrices de revenus ou des possibilités d'emploi temporaire pour les ménages de pêcheurs pauvres en attendant la cessation des mesures d'urgence.	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose la volonté des populations à se livrer à de nouvelles activités de subsistance - Suppose la volonté des employeurs locaux à employer davantage de travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Peut apporter de nouvelles sources de revenu vitales aux moyens de subsistance - Possibilité que ces nouvelles compétences renforcent la résilience des populations en cas de déplacement futur - Réduction probable du recours à des stratégies d'adaptation risquées 	Démarrage dès que possible	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser des groupes de discussion pour relever les éventuelles possibilités d'embauche ou de développement de nouveaux moyens de subsistance - Tenir des discussions avec les employeurs locaux prêts à employer d'autres travailleurs journaliers - Assurer la coordination avec les clusters concernés dans le Diffa, les pouvoirs publics et d'autres acteurs humanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer que les nouveaux moyens de subsistance ne fassent pas courir de risques, surtout aux femmes et aux filles - Réduire la pêche illicite
Options d'interventions indirectes					
Réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui ont un impact négatif sur les moyens de subsistance liés à la production de poisson et qui accroissent l'exposition des acteurs de ce marché à des menaces, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - en discutant avec les communautés, afin de déterminer comment faire pour qu'elles puissent progressivement retrouver accès au lac et se remettre à pêcher ; - en mettant fin à l'interdiction de la pêche et de la vente de poisson fumé sur les marchés ; - en revoyant les mesures qui restreignent la liberté de mouvement et la capacité de commercer des populations (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto). 	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose un dialogue ouvert avec le gouvernement - Suppose que les populations se sentent en sécurité face au maintien de la présence militaire dans la zone 	<ul style="list-style-type: none"> - Peut soutenir la survie des communautés de pêcheurs et le rétablissement de leurs principaux moyens de subsistance si la pêche est autorisée (dans une mesure limitée) - Signifie une forte baisse du prix du poisson pour les consommateurs - Permettrait aux ménages de pêcheurs pauvres de retrouver l'accès à une source précieuse de protéines - Soutien/ rétablissement partiel du marché de poisson fumé 	Enjeu critique pour le marché : dès que possible	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la coordination avec les pouvoirs publics et les forces de sécurité - Utiliser le soutien d'autres ONG, de l'ONU et des clusters dans la région du bassin du lac Tchad - Clarifier l'étendue permettant le fonctionnement de la pêche dans une mesure limitée - Mettre en place un système de surveillance pour assurer le suivi des mesures d'assouplissement du marché du poisson 	<ul style="list-style-type: none"> - Minimiser les risques pris par les pêcheurs pour pêcher. - Veiller à ce que les mesures ne fassent pas courir plus de risques aux personnes qui exercent leur activité
Renforcer et soutenir la formation au droit international humanitaire et aux droits humains des forces militaires et d'autres forces de sécurité, et renforcer les mécanismes de responsabilisation.³²	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose un dialogue ouvert avec le gouvernement - Suppose que le gouvernement autorise et soutient ce type d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> - Les ménages de pêcheurs pauvres disposeraient d'un accès amélioré aux zones de pêche 	Dès que possible	<ul style="list-style-type: none"> - Discuter ouvertement des enjeux et des priorités par le biais de plateformes réunissant le gouvernement et les organisations humanitaires - Promouvoir la coordination avec les acteurs humanitaires - Assurer la coordination avec les administrations locales et les autorités militaires pour organiser la formation - Identifier l'organisme ou l'ONG chef de file pour l'activité de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue ouvert - Susceptible de minimiser les risques de protection liés aux actions militaires

<p>Soutenir les ménages de pêcheurs pour qu'ils s'organisent en coopératives de pêche et faciliter ainsi le partage des connaissances et des compétences, favoriser la protection à base communautaire et renforcer leur pouvoir d'achat et de vente.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose que le gouvernement autorise des activités de pêche limitées - Suppose que les populations souhaiteraient s'organiser de telle manière et pourraient opter de ne pas y participer 	<ul style="list-style-type: none"> - Signifierait l'augmentation du pouvoir d'achat collectif de la communauté ciblée - Faciliterait une meilleure communication avec les pouvoirs publics et les autorités locales <ul style="list-style-type: none"> - voix collective - Les ménages les plus pauvres auraient moins recours à des stratégies d'adaptation négatives car ils pourraient emprunter de l'intérieur 	<p>Commencer par un projet-pilote concernant un petit nombre pour le mettre à l'échelle à la haute saison</p>	<p>Coordonner avec les chefs locaux et l'administration locale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des groupes de discussion avec les pêcheurs pour comprendre les fonctions et l'organisation des groupes - Établir les règles et le mandat du groupe - Surveiller les progrès réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - L'occasion d'assurer une protection à base communautaire dans le même temps - Comment protéger ceux qui ne désirent pas s'y joindre ? - Veiller à ce que ces actions n'excluent pas les femmes ou les groupes marginalisés
<p>Veiller à ce que les pêcheurs aient accès à des outils de pêche neufs (hameçons, filets, etc.) au moyen de transferts monétaires, de transferts en nature ou de coupons à échanger auprès des commerçants locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose que le gouvernement autorise des activités de pêche limitées - Possibilité que les populations ne veuillent pas utiliser leurs transferts monétaires à l'achat du matériel nécessaire - L'assistance en nature risque de perturber les marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations disposeraient de moyens pour se remettre à gagner leur vie - Du matériel neuf pourrait signifier une hausse des rendements et permettre aux pêcheurs de remplacer leur matériel ancien ou volé 	<p>Dès que possible, sous réserve de l'autorisation d'activités de pêche limitées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser l'évaluation de marché pour les intrants de pêche - Coordonner avec le cluster Foires aux coupons/Abris 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la qualité des programmes afin d'éviter des tensions dans la communauté résultant de décisions de ciblage, d'extorsions ou de vols
<p>Faciliter l'accès au crédit (soit en offrant de l'argent à crédit, soit en fournissant des produits à crédit) pour permettre aux ménages de pêcheurs pauvres de se remettre à pêcher.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose que le gouvernement autorise des activités de pêche limitées - Possibilité que les populations ne soient pas en mesure de rembourser les prêts - Suppose l'existence de fournisseurs de crédit 	<ul style="list-style-type: none"> - Permettrait aux pêcheurs de choisir la manière de redémarrer leurs moyens de subsistance - Mettrait les ménages de pêcheurs pauvres en relation avec des fournisseurs/lignes de crédit futurs 	<p>Dès que possible, sous réserve de l'autorisation d'activités de pêche limitées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer l'analyse des risques de ces activités - Identifier des fournisseurs ou acteurs locaux disposés à accorder des crédits - Établir le protocole de remboursement - Soutenir les pêcheurs avec des plans de remboursement le cas échéant - Surveiller les progrès réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la qualité des programmes afin d'éviter des tensions dans la communauté résultant de décisions de ciblage, d'extorsions ou de vols
<p>Soutenir les communautés de pêcheurs pour qu'elles élaborent leur propre analyse des risques et développent des mesures de protection, éventuellement en établissant un mécanisme d'alerte des risques de protection (par exemple, par l'intermédiaire de coopératives de pêche) pour suivre la situation en termes de protection et remédier aux cas individuels de manière appropriée et en temps opportun.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose que le gouvernement autorise des activités de pêche limitées - Suppose que les communautés de pêcheurs ressentent le besoin de ce mécanisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Permettrait la gestion des cas et l'élaboration des réponses de protection appropriées pour les familles de pêcheurs pauvres 	<p>Dès que possible, sous réserve de l'autorisation d'activités de pêche limitées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer l'analyse des risques de ces activités et organiser des consultations avec les communautés - Assurer la coordination avec les autorités - Identifier l'organisme ou l'ONG chef de file pour ces activités - Définir un système à base communautaire avec la population touchée - Formation communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de mettre au point un système de gestion des données approprié - Meilleur contrôle des cas de protection

SECTION 6 : LE SYSTÈME DE MARCHÉ DU POIVRON ROUGE SÉCHÉ

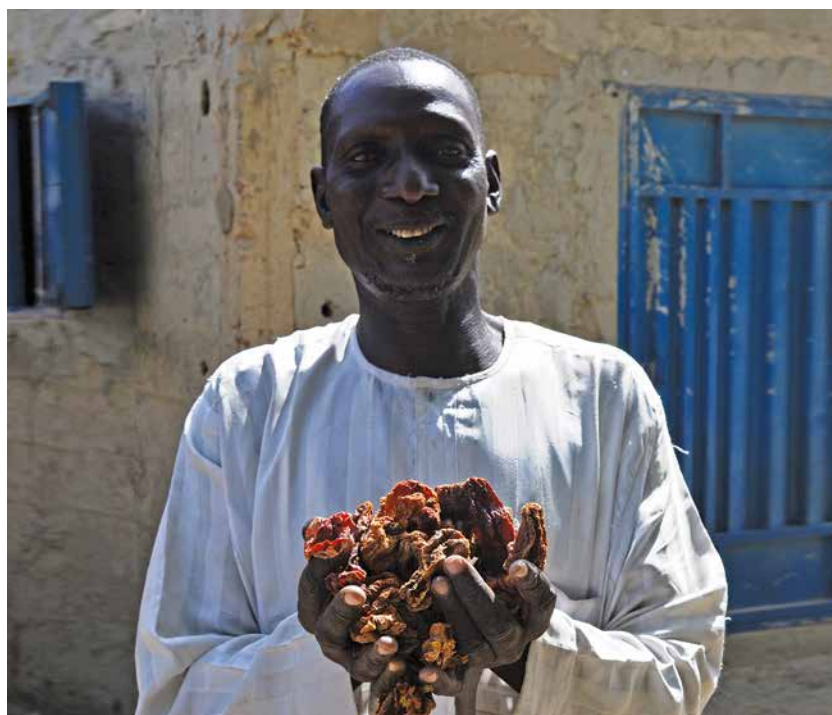
La culture irriguée du poivron sur les rives de la Koumadougou, baptisé localement « or rouge » en raison de sa valeur marchande élevée, est l'une des principales cultures de rente dans la région de Diffa. Le poivron est cultivé et récolté aux abords de la Koumadougou, qui s'étend sur près de 100 km à la frontière entre le Niger et le Nigeria avant de se jeter dans le lac Tchad. La zone de Koumadougou se caractérise par des niveaux de pauvreté élevés (76 % étaient classés comme « pauvres » ou « très pauvres », dans une analyse de l'économie des ménages de 2014³³), et pourtant le marché du poivron rouge assure des revenus à travers tout un ensemble de groupes de richesse. En fait, bien que le Diffa soit l'une des régions les plus démunies du Niger, sur le plan agricole elle est considérée comme une zone « phare » au niveau régional en raison de sa production normalement importante de poivron.³⁴ Qu'ils se livrent à des activités de cueillette, de récolte, de séchage, de stockage, de transport ou de vente, les habitants pauvres, à revenu moyen et aisés de la région ont tous historiquement bénéficié de la fertilité de ces terres fluviales pour produire des récoltes abondantes de poivron. Officiellement, on compte entre 5000 et 6000 producteurs de poivron dans la région, mais il est largement admis que bien plus de gens sont tributaires de ce marché pour leurs revenus. (Près des deux tiers de la population de la région de Diffa dépendent de l'agriculture comme principale source de revenus, en majorité de cultures irriguées (principalement de poivron).³⁵ Les évaluations d'Oxfam ont révélé qu'en moyenne, 80 % des ménages, et même 100 % dans certains villages, étaient impliqués directement ou indirectement dans la production de poivron rouge. Il est donc possible d'affirmer que la sécurité alimentaire dans la région de Diffa est directement liée à la capacité de la population à participer à la culture du poivron rouge et à sa vente sous forme séchée.³⁶

Les principales questions d'analyse pour le système de marché du poivron rouge séché ont été conçues comme suit :

1. Quelles ont été les répercussions de la crise de Boko Haram sur la capacité du marché du poivron rouge séché dans la région de Diffa à être une source de revenus pour la population et ont-elles posé des risques accrus à la population affectée ?
2. À quelles stratégies d'adaptation les populations touchées qui participent à ce marché ont-elles recours dorénavant ?
3. Quelles options d'intervention existe-t-il pour améliorer la vie des personnes plus vulnérables impliquées dans le marché du poivron séché ?

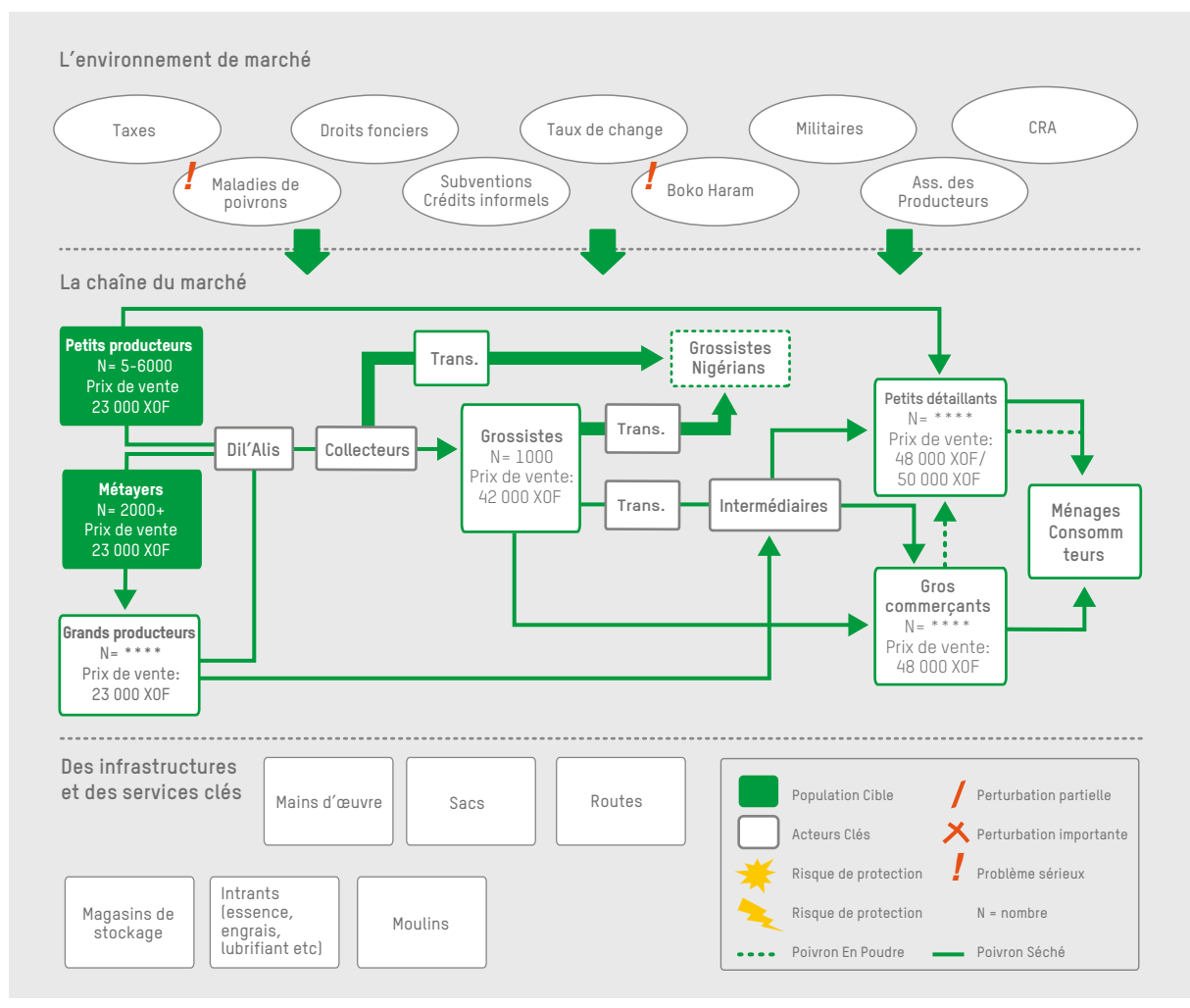
6.1. Situation du marché de référence

En février 2015, le marché du poivron rouge séché dans la région de Diffa était encore relativement peu affecté par le conflit de Boko Haram qui sévissait dans le Nigeria voisin. Le commerce transfrontalier se maintenait, de sorte que la disponibilité de cultures de rente comme le poivron rouge séché dans la région était satisfaisante, reposant sur les bonnes récoltes de 2014. L'immense majorité du poivron séché était vendu à l'exportation au Nigeria. D'après les estimations de la chambre d'agriculture locale, 10 000 tonnes de poivron étaient produites tous les ans avant la crise,³⁷ en faisant ainsi la principale culture de rente de la région à cette époque, d'une valeur comprise entre 7 et 8 milliards de francs CFA (13 millions de dollars). Le commerce transfrontalier était crucial pour ce marché, alors que près de 80 % de la production étaient absorbés par les marchés de l'autre côté de la frontière au Nigeria (Damasak, Maiduguri, etc.).



Marchant de poivron séché. Marché de Diffa.
Crédit photo : Corrie Sissons/Oxfam

FIGURE 8 CARTE DU SYSTÈME DE MARCHÉ DU POIVRON ROUGE SÉCHÉ - SITUATION DE RÉFÉRENCE



La Figure 8 présente le système de marché en février 2015.

Chaîne du marché

Avant la crise, les premiers maillons de la chaîne commençaient avec les petits ou grands producteurs de poivron de la région du bassin de la rivière Koumadougou. Parmi les petits producteurs au début de la chaîne, on peut distinguer ceux qui possèdent leurs propres terres et les métayers qui travaillent et vivent sur les terres de grands agriculteurs. **Aux fins de la présente étude, ces deux groupes sont notre population cible, comme étant les individus les plus vulnérables de la chaîne commerciale à dépendre des revenus du marché du poivron pour leurs revenus. On y fait référence en les appelant « petits producteurs/agriculteurs de poivron ».** Quand les récoltes sont mauvaises, des métayers (hommes et femmes) migrent au Nigeria pour y trouver du travail. À l'époque de référence, les petits producteurs pouvaient produire entre 50 et 100 sacs de poivron séché par mois pendant les récoltes (un à deux mois par an), et les grands producteurs pouvaient produire jusqu'à 1000 sacs pendant une période de trois mois de récolte. Parmi les agriculteurs interrogés, 90 % d'entre eux ont indiqué que le poivron constituait leur principale source de revenus en février 2015. Les données suggèrent un prix de vente moyen de 23 000 francs CFA (40 dollars) par sac en février 2015. On estime que les intrants des petits producteurs représentaient 22 % du prix de vente, et par conséquent leurs revenus étaient d'environ 17 000 francs CFA (30 dollars) par sac (bénéfice de 78 %). De nombreux petits producteurs empruntaient de l'argent pour cultiver le poivron et indiquaient à cette époque une période de récolte d'un seul mois en décembre 2014. (Les grands producteurs disposant de davantage de terres peuvent cultiver plus de poivron et de surcroît jusqu'en janvier et février, ce qui signifie de plus gros rendements). Néanmoins, en se fondant sur des estimations basses, au cours de la période de référence un petit agriculteur pouvait gagner entre 1 150 000 et 2 300 000 francs CFA pendant la récolte du poivron (entre 1990 et 3975 dollars, aux taux de change de février 2015).

TABLEAU 5 PRIX DE VENTE PAR SAC, EN FRANCS CFA, FÉVRIER 2015

Prix de vente par sac en francs CFA/dollars, février 2015		
Producteur	Grossiste	Commerçant
22 974 francs CFA (40 dollars)	41 880 francs CFA (72 dollars)	47 717 francs CFA (82 dollars)

Les grands et petits producteurs récoltent et sèchent le poivron eux-mêmes et le mettent dans des sacs, qui pèsent environ 17 kg. L'emballage se fait normalement au niveau du village et il est organisé par des intermédiaires locaux appelés Dil Lalis, qui représentent les commerçants locaux et négocient les prix entre ceux-ci et les agriculteurs. Les collecteurs, soit du Niger soit envoyés par des grossistes nigériens afin d'acheter le poivron et de représenter les commerçants, travaillent eux aussi au niveau du village. Ni les Dil Lalis ni les collecteurs n'achètent le poivron eux-mêmes, mais plutôt pour le compte de grands grossistes qui leur confient leur argent. Lorsqu'ils quittent les villages, les sacs sont donc la propriété des grossistes. À l'époque de référence, beaucoup de collecteurs représentant des grossistes nigériens opéraient dans les villages le long de la Koumadougou. La plupart des grossistes et des intermédiaires ont précisé qu'ils accordaient des avances ou des crédits aux ménages les plus pauvres. Les grossistes nigériens amassaient le poivron sur le marché de Diffa avant de le revendre, via des transporteurs et des intermédiaires, sur des marchés au Niger (Niamey, Maradi et Zinder) et au Nigeria (Damasak, Maiduguri, Kano). Parmi les grossistes plus aisés, certains possédaient leurs propres camions, et certains vendaient directement à de grands commerçants ou se chargeaient eux-mêmes de la vente sur les marchés pour éviter les frais de transport et d'intermédiaire. Le marché de Diffa a produit entre 6000 et 7000 sacs de poivron en février 2015, et les prix de grossiste à cette époque étaient d'environ 42 000 francs CFA (72 dollars) le sac, soit une augmentation de 183 % par rapport au niveau du producteur. Ce prix inclut les honoraires versés aux Dil Lalis, aux collecteurs et aux transporteurs ainsi que les frais de stockage/entreposage. Les clients des grossistes étaient des commerçants nigériens qui achetaient une cinquantaine de sacs par semaine, ainsi que de petits et grands commerçants sur les marchés du Niger. Les commerçants au niveau du marché versaient alors une somme modique à des artisans (souvent des femmes) pour mouler le poivron en poudre, ou vendaient le poivron entier. Le prix de vente par sac à cette époque était, dit-on, d'environ 48 000 francs CFA (83 dollars) en février 2015, soit 114 % du prix de gros. Cependant, sous forme de poudre, il se vendait aux consommateurs locaux environ 150 francs CFA (0,25 dollar) les 30 g : ainsi, chaque sac de 17 kg pouvait rapporter 10 kg de poivron en poudre d'une valeur de 50 000 francs CFA (86 dollars). Les consommateurs sur les marchés locaux dans la région de Diffa (ou d'ailleurs sur les marchés au Nigeria) finissaient par acheter le poivron rouge séché, le plus souvent sous forme de poudre, pour confectionner des sauces et assaisonner la viande, le riz et des beignets.

Environnement du marché

En février 2015, le marché du poivron séché était déjà affecté dans une certaine mesure. Les inondations saisonnières des années passées (2012/13/14) avaient inondé des milliers d'hectares de cultures et certains ménages avaient été forcés de quitter leurs maisons. De surcroît, les pluies irrégulières, les maladies cycliques du poivron et les ravageurs posaient de plus gros problèmes aux agriculteurs que par les années précédentes. Les producteurs de poivron payaient environ 100 francs CFA (0,20 dollar) de taxes ordinaires par sac de poivron rouge séché au maire de la localité, et donnaient en plus deux ou trois sacs au chef du village à titre de taxe informelle. Pour pouvoir comprendre son fonctionnement d'hier et d'aujourd'hui, il est important de souligner le caractère informel de nombreux aspects du marché du poivron. Même le prix du poivron séché sur les marchés locaux était établi essentiellement sur une base ad hoc par les prêteurs au niveau du marché. Ils fixaient les prix hebdomadaires la veille au soir du marché de Diffa (normalement, à 17h00 le mardi), d'après les informations émanant d'autres marchés régionaux.

Les petits et grands agriculteurs de poivron jouissaient de l'accès à leurs terres, qui s'étendaient en moyenne sur une superficie de 0,5 ha pour les petits agriculteurs et de 3 ha pour les agriculteurs plus riches de plus grande envergure.³⁸ Pour soutenir leurs activités, les petits agriculteurs étaient tributaires de crédits ou de prêts, en grande partie informels. Le système local était tel que les grands agriculteurs prêtaient des terres aux petits agriculteurs les plus pauvres qui ne possédaient pas de terres et en échange conservaient une partie de la récolte de poivron pour la vendre eux-mêmes. Ce système de métayage était semble-t-il relativement répandu avant la crise. Le taux de change entre le naira et le franc CFA ouest-africain n'était que très légèrement plus faible que par les années précédentes,³⁹ si bien que l'utilisation de la monnaie nigérienne pour ce système de marché n'était pas un facteur déterminant. En février 2015, Boko Haram s'était déjà emparé de villes frontalières au Nigeria (Damasak en novembre 2014, par exemple), sans pour autant que cela ne nuise aux échanges transfrontaliers, hormis d'y prélever des taxes dessus. Des militaires nigériens étaient déjà présents dans la région, mais aucun des acteurs interrogés n'a indiqué que leur présence posait de problème à cette époque-là. Par ailleurs, quelques agriculteurs de poivron s'étaient regroupés en associations ou coopératives afin de cultiver le poivron, d'acheter des intrants agricoles et de les vendre ensemble. La division des autorités locales chargée du développement agricole travaillait principalement avec des coopératives de ce type et leur apportait du soutien sous forme de formation, d'accès aux intrants et de suivi des rendements. Néanmoins, la majorité des agriculteurs travaillaient individuellement. Les rendements étaient généralement bons, produisant en moyenne 100 à 150 sacs de poivron séché par hectare.

Infrastructures clés

Les infrastructures clés pour le marché de poivron rouge séché en février 2015 comprenaient des sacs de jute pour la mise en sac du poivron au niveau du village. Les sacs de jute étaient importés du Nigeria ou du Ghana pour être ensuite enfilés dans un sac en plastique afin d'en préserver le contenu. Ils contiennent en moyenne 17 kg de poivron. Les grossistes avaient tendance à compter sur les entrepôts à Diffa pour stocker leur poivron, tandis que certains le stockaient aussi au niveau du village, et conservaient des centaines de sacs pendant des années de suite. Les entrepôts situés dans les centres de marché de Diffa, de Maradi et de Zinder peuvent contenir plus d'un millier de sacs. Le réseau de transport dans la région de Diffa était également un aspect fondamental à la stabilité du marché, le poivron rouge séché étant transporté des villages locaux sur la N1 jusqu'à Diffa avant d'être acheminé vers Zinder, Maradi et même Niamey en empruntant toujours la même route. À l'époque de référence au Nigeria, le principal marché de vente du poivron rouge séché était Maiduguri, dans l'État de Borno. La route entre Diffa et Damasak était un tronçon commercial clé, ainsi que les routes qui allaient jusqu'à Kano au Nigeria. Les camions pouvaient traverser la Koumadougou via un pont près de Diffa et atteindre Maiduguri au terme d'un trajet de 125 km environ (aller simple). Un réseau de plus petites routes dans la zone de la Koumadougou était également emprunté pour desservir les marchés le long de la frontière nigériane, les petits producteurs transportant leurs sacs sur des pirogues pour franchir la rivière et remettre leurs marchandises sur la rive d'en face à des collecteurs nigériens venus en camion. Les principaux intrants pour la production et le transport de poivron rouge séché se composent d'engrais, de carburant (pour les pompes motorisées) et de lubrifiant pour nettoyer les pompes. Certains petits agriculteurs louaient des pompes motorisées aux grands agriculteurs ou à d'autres petits agriculteurs. Les engrais (urée, campa, 15-15 et 20-10-10) et le carburant provenaient principalement du Nigeria, et les agriculteurs franchissaient souvent en petites pirogues la Koumadougou pour les y acheter. Aucun intrant n'est nécessaire pour le séchage du poivron, qui se fait en disposant le poivron frais au soleil pendant 15 à 25 jours de séchage. Du fait que la majeure partie du poivron rouge séché acheté par les consommateurs se trouve sous forme de poudre, la capacité de transformer le poivron rouge séché dans des minoteries locales est également importante en termes d'infrastructures. Les commerçants grands et petits sur les marchés locaux confient le poivron à des meuniers locaux (des femmes généralement) qui moulent le poivron moyennant une somme modique. Enfin, le fonctionnement du marché du poivron rouge séché en février 2015 dépendait largement du travail journalier pour les cultures. La quasi totalité des agriculteurs interrogés ont indiqué avoir recours à du travail journalier lors du cycle de production, pour la plantation, le désherbage, l'irrigation, la cueillette, le séchage et l'ensachage. Les travailleurs journaliers étaient généralement des femmes et des enfants qui étaient payés en moyenne six tasses de poivron par jour.

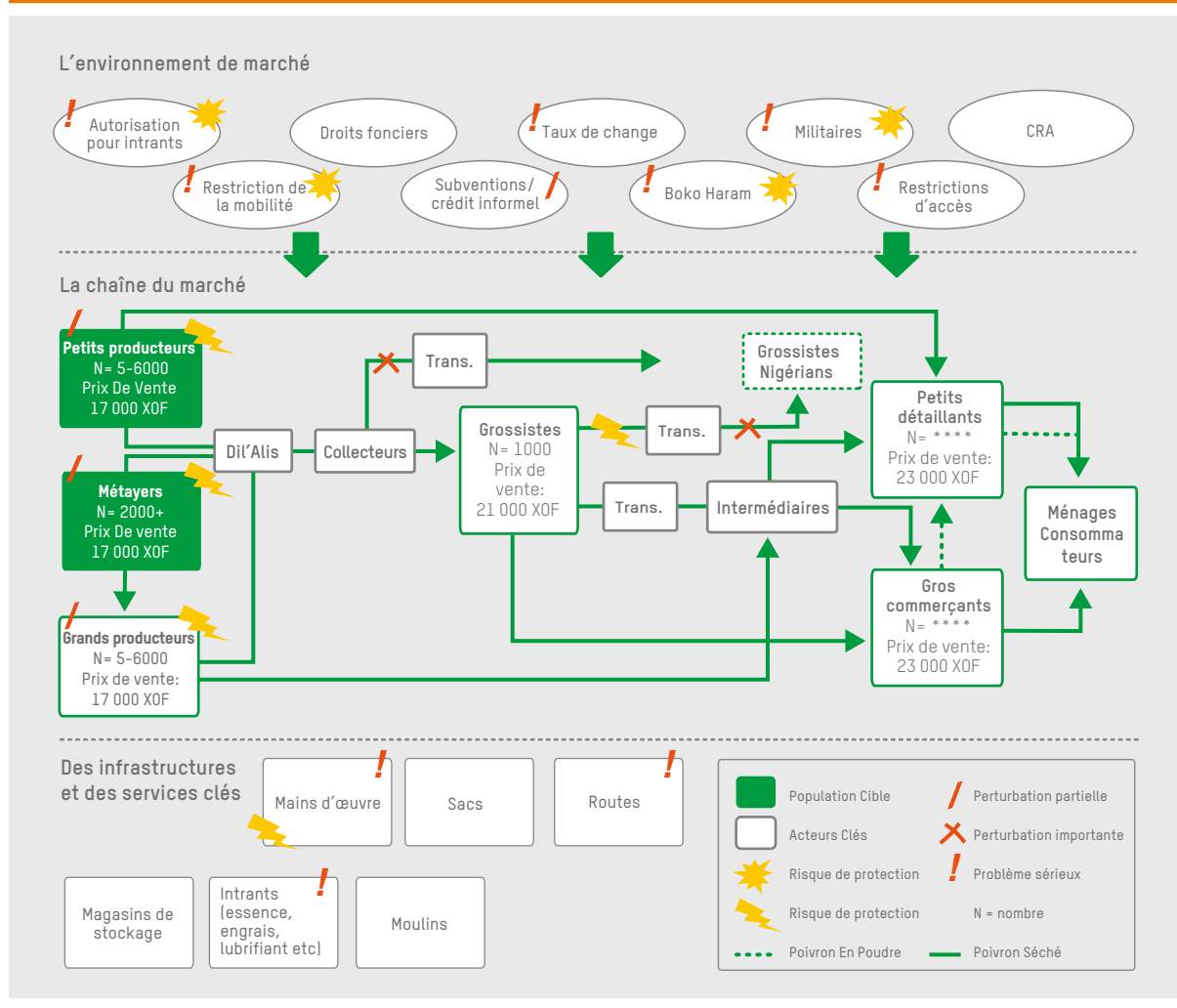
Analyse des risques d'atteinte à la protection et de la vulnérabilité

Avant l'éclatement de la crise en février 2015, la plupart des acteurs de la chaîne du marché du poivron séché ont indiqué qu'il existait des risques marginaux et de faible amplitude liés à des vols de produit et à des extorsions par le biais de taxes informelles. Boko Haram était présent sur l'autre rive de la Koumadougou qu'il franchissait régulièrement pour venir au Niger, sans pour autant que des attaques ou des vols majeurs ne soient signalés. Des militaires étaient également présents, mais en plus petits nombres et n'interféraient pas beaucoup au niveau de la chaîne du marché.

6.2.État des lieux depuis la situation d'urgence

Depuis février 2015, la valeur et le volume du marché du poivron rouge séché dans la région de Diffa accusent un très net recul. Lorsque l'état d'urgence a été déclaré en février 2015, le marché du poivron séché a été suspendu, avec l'interdiction de le vendre et de le transporter en raison de craintes que Boko Haram puisse en tirer parti. Cette interdiction s'est maintenue plusieurs mois, jusqu'en juin 2015 quand les mesures ont fini par être assouplies pour autoriser la vente de poivron rouge séché, mais seulement au Niger. Le gouvernement du Niger a même observé à cette époque que c'était les petits producteurs qui souffraient le plus étant donné que la vente de poivron était leur mode de survie. Pendant ces mois, certains échangeaient des poivrons contre du riz, alors que de grands commerçants à Zinder et à Maradi se seraient mis à vendre leurs stocks de poivron.⁴⁰ Les liaisons vers les marchés au Nigeria restaient toutefois fermées, situation qui ne s'était guère améliorée en octobre 2016. Les commerçants désireux de vendre leurs produits au Nigeria doivent emprunter de nouvelles routes plus longues, en encourageant des coûts et des risques bien plus élevés pour eux-mêmes et leurs marchandises, tant en termes d'insécurité que de manque potentiel d'acheteurs. Comme le montre la carte (2), le bassin hydrographique de la Koumadougou correspond aussi à la principale zone géographique touchée par l'actuel conflit causé par Boko Haram et les opérations militaires le combattant depuis février 2015 et il a enregistré un énorme afflux de réfugiés et de personnes déplacées en 2015 et 2016. En effet, beaucoup de cultivateurs de poivron, petits et grands, sont eux-mêmes devenus des personnes déplacées à l'intérieur de la région de Diffa et séparés de leurs terres productives.

FIGURE 9 CARTE DU SYSTÈME DE MARCHÉ DU POIVRON ROUGE SÉCHÉ - SITUATION D'URGENCE



La Figure 9 montre l'impact que la crise a eu sur le système de marché.

Chaîne du marché

La structure de la chaîne du marché à proprement parler n'a guère été affectée par la crise en cours, en ce sens que les principaux acteurs sont pour la plupart restés inchangés. Toutefois, le niveau de revenus de chaque acteur provenant de la vente de poivron séché a chuté de façon spectaculaire.

Les petits agriculteurs, qui avant février 2015 affirmaient que la majorité de leurs revenus provenaient de la vente de poivron séché, disent que dorénavant, la vente de poivron rouge séché ne représente plus qu'entre 20 % et 30 % de leurs revenus. Passant d'une moyenne de 50 à 100 sacs par saison, les petits producteurs disent que pour la saison des récoltes de décembre 2015 et janvier 2016, ils ont récolté entre 10 et 50 sacs. Pour les grands agriculteurs, certains ont réussi à s'en remettre entièrement à la vente de poivron, mais au prix de volumes diminués. Certains d'entre eux ont évoqué un recul de presque 90 %, passant d'environ 1000 sacs à la saison 2014/2015 à 100 en 2015/2016. Le prix de vente moyen pour les agriculteurs de poivron est actuellement de 17 085 francs CFA (28 dollars) par sac, soit 78 % de leur valeur de février 2015. Le coût des intrants agricoles a augmenté : par l'absence d'importations nigérianes et l'impossibilité pour les petits agriculteurs de franchir la rivière pour en acheter de petites quantités au Nigeria, ils doivent maintenant en acheter dans des quantités plus importantes et à un prix plus élevé à Diffa. Dorénavant, les agriculteurs dépensent en moyenne 37 % de leur revenu net moyen à l'achat d'intrants, ce qui leur laisse environ 11 000 francs CFA (18 dollars) de bénéfice, (65 %). D'après ces chiffres, un petit agriculteur devait gagner entre 110 000 et 550 000 francs CFA au cours de la dernière saison de la récolte (entre 185 et 925 dollars aux taux d'octobre 2016). La crise a donc considérablement diminué le potentiel que le marché du poivron rouge séché serve de source de revenus aux producteurs de la région de Koumadougou. Les grands producteurs ont dit avoir licencié des travailleurs journaliers et avoir moins de capacité pour offrir des possibilités de métayage aux plus pauvres, alors que la superficie des terres auxquelles ils ont accès a diminué.

TABLEAU 6 PRIX DE VENTE PAR SAC, EN FRANCS CFA, OCTOBRE 2016

Prix de vente par sac en francs CFA/dollars, octobre 2016		
Producteur	Grossiste	Commerçant
17 085 francs CFA (28 dollars)	21 000 francs CFA (35 dollars)	23 000 francs CFA (38 dollars)

Le système de collecte au village semble fonctionner avec la même dynamique de collecteurs/*Dil Lalis* dont la fonction est de négocier les prix et d'agir comme intermédiaires de marché, mais en moins grand nombre et seulement dans les villages, plutôt que sur l'autre rive de la rivière du côté du Nigeria. Cela s'explique par le fait qu'il n'est plus possible de la franchir, que ce soit pour acheter ou pour vendre. Les grossistes au Nigeria ne peuvent donc plus envoyer leurs collecteurs acheter du poivron en raison des restrictions imposées sur les véhicules nigériens qui viennent au Niger et aux passages frontaliers dans cette zone. Par ailleurs, on assiste d'une part à une hausse du niveau des risques et de l'incertitude à circuler sur des distances aussi longues pour obtenir au final des prix d'achat inconnus (surtout maintenant que le naira vaut si peu contre le franc CFA d'Afrique de l'Ouest), et d'autre part à la baisse des capacités de production.

Les transporteurs ont souffert à tous les maillons de la chaîne, en raison des restrictions d'accès, des pénuries de carburant et de l'interdiction du commerce transfrontalier. De surcroît, la principale forme de transport utilisée par les petits agriculteurs et les ménages pauvres actifs sur le marché a disparu suite à l'interdiction des véhicules à deux roues (motos) ainsi que des véhicules en provenance du Nigeria. Il leur est maintenant plus difficile d'acheter des outils agricoles, de se rendre sur les marchés et de circuler plus généralement dans la région. Les transporteurs estiment avoir subi en moyenne une baisse de 50 % des volumes qu'ils transportaient et des revenus qu'ils touchaient. Alors que par le passé, certains gagnaient environ 700 000 francs CFA (1200 dollars) par semaine, ils ne gagnent désormais plus que 300 000 francs CFA (500 dollars) environ. Alors que les grands transporteurs acheminaient entre 500 et 600 sacs par semaine, il leur faut maintenant attendre deux ou trois semaines pour pouvoir en transporter entre 300 et 400. Face à la fermeture quasi complète du marché du Nigeria, les grossistes vendent de plus en plus leurs stocks de vieux poivron rouge séché, à des prix plus bas, pour pouvoir renouveler leurs stocks avec des marchandises plus fraîches. Leur bénéfice accuse dorénavant un net recul, les prix de vente avoisinant en moyenne 21 000 francs CFA (35 dollars) par sac, par rapport à 42 000 francs CFA (72 dollars) en février 2015. Certains affirment que leur chiffre d'affaires se situe environ au cinquième de ce qu'il était auparavant. Le nombre de grossistes sur le marché semble lui aussi avoir diminué, quoique ces chiffres restent flous. Tous les commerçants (grands et petits) interrogés sur les marchés ont fait part d'une baisse des ventes d'au moins 50 %, certains petits commerçants indiquant leur retrait de cette activité, en raison de la faiblesse des prix et de la rareté du poivron séché.⁴¹ Le nombre de clients est resté relativement stable (10 à 20 par jour pour les petits commerçants, et plus de 200 pour les plus grands). Alors qu'avant, certains payaient leur poivron rouge séché en espèces, ils demandent désormais aux grossistes de leur donner des sacs à crédit.

Environnement du marché

Les actuelles restrictions imposées par l'état d'urgence semblent être aujourd'hui le facteur le plus restrictif pour l'environnement de marché du poivron. La loi en vigueur exige que les petits et grands producteurs de poivron se procurent des autorisations pour l'achat d'intrants agricoles, en particulier des engrais en provenance du Nigeria (surtout à base d'urée) et du carburant. Les producteurs sont désormais tenus d'obtenir l'autorisation expresse du gouverneur de Diffa pour se procurer un quota fixe d'engrais, qui semble varier sans raison apparente d'un producteur à l'autre. Cette restriction s'explique par le risque perçu que Boko Haram utilise des engrais en vue de fabriquer des explosifs et des engins explosifs improvisés. Certains agriculteurs se sont ainsi vu allouer cinq sacs d'engrais alors qu'auparavant ils en achetaient 30. Quoi qu'il en soit, ces autorisations ont sans aucun doute pour effet de réduire l'accès généralisé des producteurs à des engrais, qui se trouvent dans l'impossibilité de fertiliser la même superficie de terres que par le passé. D'autre part, l'achat de carburant est dorénavant limité exclusivement à des stations-service autorisées et en étant pompé directement dans le réservoir des véhicules, ou sur dérogation spéciale accordée par les pouvoirs publics donnant lieu à une autorisation supplémentaire. Ces permis officiels sont apparemment bien plus difficiles à obtenir. Des cas ont également été signalés d'achat de quantités supplémentaires d'engrais et de carburant sur le marché noir, à la fois au Niger ou de l'autre côté de la frontière au Nigeria.

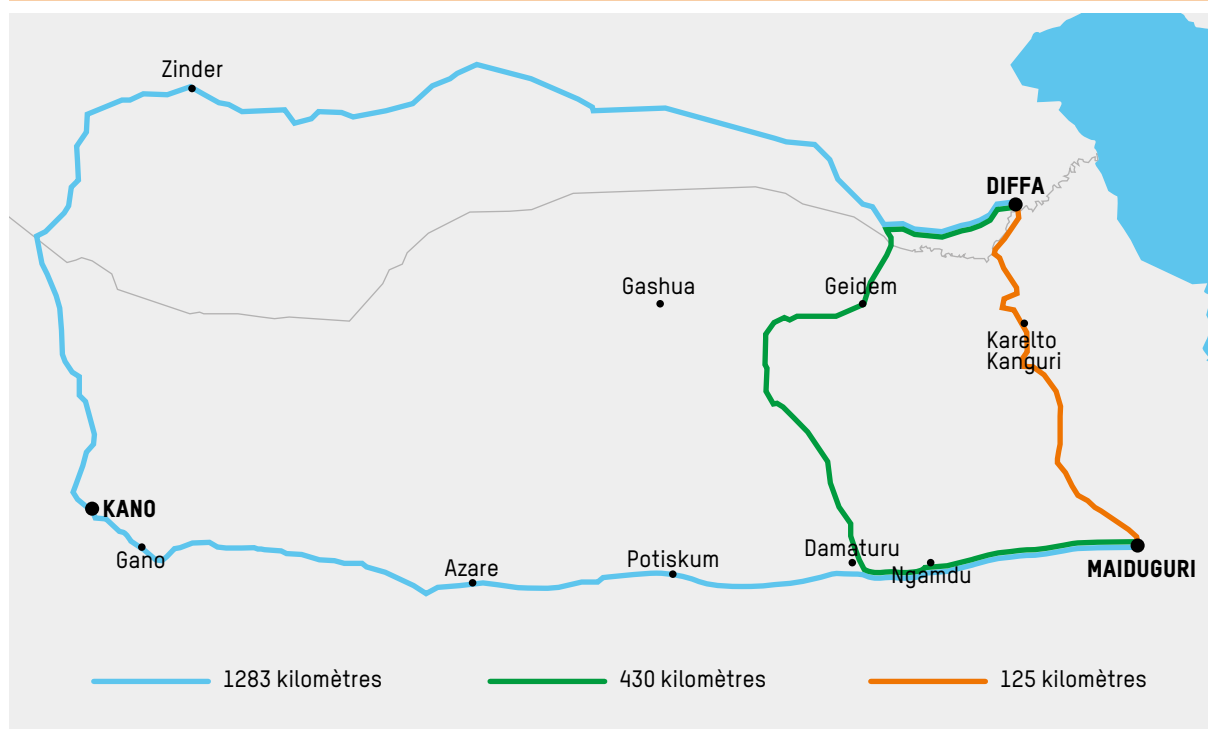
Tous les petits producteurs interrogés ont indiqué qu'il s'agissait là de l'un des plus gros problèmes suscités par la crise. L'état d'urgence a entraîné la militarisation accrue de toute la région de Diffa, y compris des zones de culture du poivron. Des patrouilles de sécurité nationales et internationales y ont installé des camps spontanés dans les zones productives près de la frontière. Cela signifie que certains agriculteurs n'ont plus accès à leurs terres, que ce soit par crainte des militaires ou en raison des restrictions qu'ils imposent. En fait, l'état d'urgence a entraîné des restrictions d'accès dans l'ensemble de la zone et la majorité des cultivateurs de poivron interrogés mettent en avant le manque d'accès à leurs terres comme étant un problème majeur de la situation actuelle. Dans certains endroits, les petits producteurs et les métayers disent n'avoir accès qu'au cinquième des terres qu'ils possédaient ou sur lesquelles ils travaillaient auparavant. De plus, en raison des restrictions des capacités de production à chaque maillon de la chaîne, il semblerait qu'il y ait pénurie de crédit informel : les fournisseurs de crédit (grands commerçants, grands producteurs et grossistes) font part du manque de fonds à prêter, et les petits producteurs

et les métayers rendent compte de leur manque de moyens pour rembourser les prêts qu'ils avaient déjà contractés. En plus de cela, il s'est produit depuis février 2015 une forte dévaluation du naira, qui est tombé à un taux de 0,5327 par rapport au franc CFA en octobre 2016. Concrètement, quand en février 2015 1000 nairas valaient 3046 francs CFA (5 dollars), en octobre 2016 ils ne valent plus que 1878 francs CFA (3 dollars). Cette dévaluation a diminué le pouvoir d'achat des ménages pauvres qui étaient tributaires d'un marché qui fonctionne en naira. Elle a eu des répercussions sur la sécurité alimentaire des ménages : suite à la baisse de leur pouvoir d'achat et de leur production, ils ont du mal à subvenir à leurs besoins alimentaires de base (seuil de survie de l'analyse de l'économie des ménages). Boko Haram a gagné du terrain dans le nord du Nigeria et le groupe constitue dorénavant un facteur décisif dans la zone frontalière délimitée par la Koumadougou. Des attaques fréquentes et violentes sont perpétrées sur les communautés à l'intérieur ou à proximité des zones productives, telles que dans la ville de Diffa, à Bosso, Gueskerou et Ngagam. Des villages le long des berges de la rivière se sont vidés par crainte de nouvelles attaques. C'est ainsi que de nombreux producteurs de poivron se retrouvent maintenant soit déplacés de leurs terres productives, soit incapables d'y avoir accès, en raison des restrictions imposées en vertu de l'état d'urgence ou par crainte de Boko Haram. Et quand ils ont accès à leurs terres, il leur est difficile de les cultiver, à cause du manque d'engrais et de carburant pour les pompes motorisées et le transport.

Infrastructures clés

Face à la baisse des revenus provenant du marché du poivron rouge séché, les producteurs, petits et grands, qui avaient recours à des travailleurs journaliers ont dû les congédier. De nombreux grossistes ont également indiqué ne plus faire appel à des travailleurs journaliers, ou du moins pas autant, ne pouvant plus se permettre tous les coûts associés. Par conséquent, le travail journalier existe toujours sur ce marché, mais dans une mesure nettement moindre. Cette réduction présente un problème critique pour les ménages les plus pauvres de la région, qui bénéficient indirectement de la demande de main-d'œuvre créée par le marché du poivron, surtout à la saison des récoltes de décembre et janvier. Les routes jouent encore un rôle prépondérant, mais maintenant les commerçants empruntent la route à l'ouest de Diffa, vers Maine Soroa et Zinder. Les commerçants ont indiqué emprunter la route allant de Maine à Geidam au Nigeria pour continuer jusqu'à Maiduguri (430 km l'aller simple) ou la route Zinder – Matameye – Kano – Maiduguri (1283 km l'aller simple). Comme on l'a vu, depuis que les mesures d'urgence sont imposées, les intrants agricoles utilisés sur ce marché sont nettement moins nombreux. Certains agriculteurs sont déplacés, et doivent donc parcourir de longues distances pour se rendre sur les terres qu'ils cultivaient dans le passé.

CARTE 5 ITINÉRAIRES ROUTIERS VERS LE MARCHÉ DE MAIDUGURI, PASSÉ ET PRÉSENT



Analyse des risques de protection et de la vulnérabilité

Depuis février 2015, quand Boko Haram a commencé ses intrusions au Niger, la situation sécuritaire a radicalement changé pour la population dans la région de Diffa et surtout près de la Koumadougou, cette rivière qui marque une frontière naturelle avec le Nigeria. Aujourd'hui, pour poursuivre leur activité, les cultivateurs de poivron doivent travailler dans des zones extrêmement militarisées, où les attaques et les pillages nocturnes de Boko Haram sont fréquents.

Tous les agriculteurs interrogés ont évoqué qu'ils font face dans leur quotidien à des nouveaux risques de protection. Tous ont fait part de leurs craintes des attaques, des pillages et des extorsions perpétrés par Boko Haram dans les champs, sur les routes et dans leurs villages, surtout de nuit. Alors que les populations ont déjà été affectées par les actes de violence et de cruauté extrêmes de Boko Haram par le passé, ces craintes persistent. Les personnes interrogées ont également déclaré craindre les larcins et les pillages de petits délinquants profitant de l'insécurité générale.

En raison de la forte présence militaire, certains agriculteurs, surtout des femmes, ne se sentent pas en sécurité pour accéder à leurs terres agricoles. Des forces nationales et tchadiennes patrouillent la région et ont installé des camps militaires dans les zones productives près de la frontière. Les agriculteurs qui ont participé aux discussions de groupe d'Oxfam ont indiqué que pour se rendre dans ce secteur, les barrages militaires sont fréquents. Toutes les personnes dépourvues d'une carte d'identité font l'objet d'un examen approfondi et les fouilles effectuées par les services de sécurité (et qui constituent un problème particulier pour les femmes) sont fréquentes, de même que les soi-disant « taxes » perçues pour les autoriser à poursuivre leur chemin. Ainsi pour entrer dans Diffa, toutes les personnes dépourvues de carte d'identité sont tenues de verser aux militaires plus de 3000 francs CFA.

Par ailleurs, du fait que la vente d'engrais est désormais très contrôlée (par des permis), certains cultivateurs de poivron ont recours à des stratégies illégales et extrêmement dangereuses pour se procurer des engrais. Certains franchissent la rivière pour se rendre en Nigeria et y acheter des engrais et du carburant, ou se livrent à du commerce illégal. Dans un cas comme dans l'autre, ils courent le risque de se faire arrêter et emprisonner. Ces restrictions font partie de la stratégie du gouvernement de lutter contre Boko Haram. En règle générale, qu'ils se soient procurés légalement ou non, les agriculteurs craignent de se rendre dans leurs champs munis de carburant et d'engrais, de crainte d'être soupçonnés de soutenir Boko Haram.

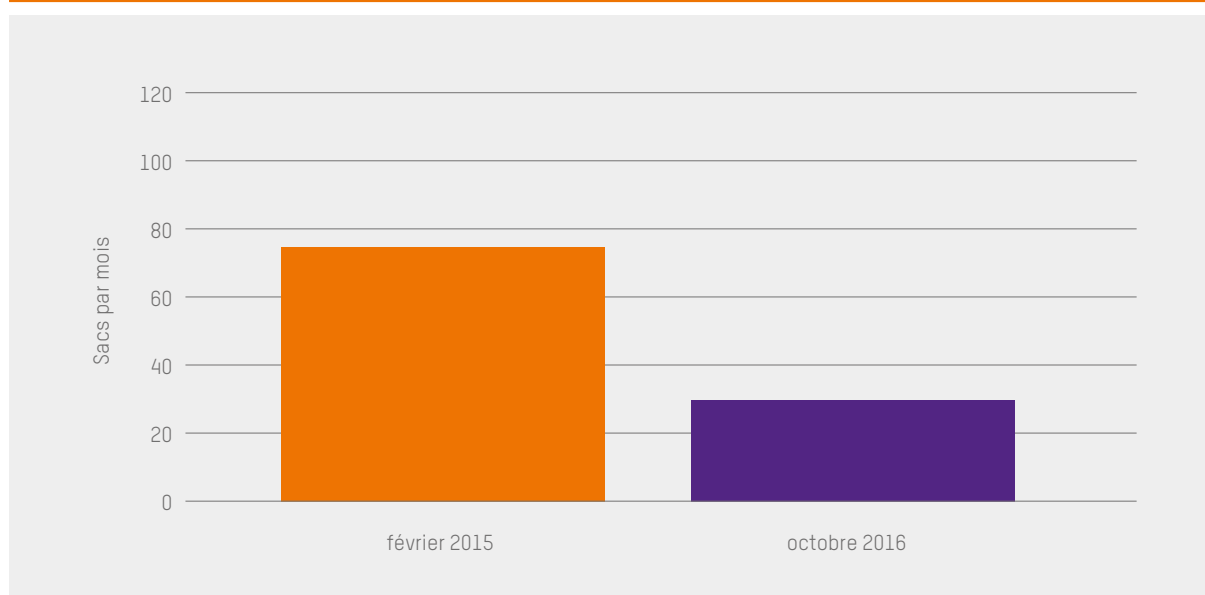
En raison des problèmes d'accès aux terres agricoles et de la diminution des revenus provenant du poivron rouge séché, certains ménages de petits cultivateurs de poivron en viennent à adopter de nouvelles stratégies d'adaptation, plus risquées, pour subvenir à leurs besoins. Certains se livrent à des pratiques clandestines sur le marché du carburant, courant le risque d'être arrêtés et emprisonnés, ainsi qu'à la pratique du ramassage de bois et de paille.⁴² Certains groupes ont également indiqué que des femmes gagnent de l'argent en se livrant à des activités de travail journalier dans les champs, au sein de communautés qui leur sont étrangères et courant ainsi de plus grands risques de harcèlement sexuel. Parmi les ménages cultivateurs de poivron interrogés dans le cadre de l'évaluation multisectorielle d'Oxfam, 15 % d'entre eux ont indiqué avoir marié leurs filles plus tôt que prévu, afin de réduire les pressions exercées sur les ressources de la famille. Et 41 % des ménages cultivateurs de poivron ont déclaré avoir divisé leurs familles pour avoir accès à davantage d'assistance humanitaire ou pour trouver du travail.

Plus de 90 % de tous les autres acteurs sur le marché du poivron séché interrogés par Oxfam ont indiqué courir de plus grands risques lorsqu'ils se livrent à leurs activités depuis le début de la crise. Les grossistes ainsi que les commerçants ont évoqué leur crainte que les troupes de Boko Haram pillent leurs stocks et perpétuent des attaques mortelles s'ils n'ont rien à leur donner. Les transporteurs ont parlé des risques accrus de criminalité qu'ils encourent dès lors qu'ils doivent circuler sur de plus grandes distances et traverser des secteurs dangereux dans l'État de Borno. Certains grossistes ont révélé ne pas rester dans leur village la nuit, comme stratégie en vue de réduire le risque de violence physique.

6.3. Analyse des déficits

Chute du nombre de personnes gagnant des revenus du marché du poivron

D'après l'évaluation multisectorielle d'Oxfam réalisée dans quatre sites différents, 96 % des personnes interrogées qui ont mentionné la production de poivron rouge comme source de revenu avant la crise ont maintenant mis entièrement fin à cette activité. Les données d'évaluation d'Oxfam montrent une hausse actuelle du nombre de ménages cultivateurs de poivron qui se livrent à d'autres activités pour toucher des revenus. Malgré cela, le montant moyen des revenus reste encore bien en-deçà de ceux de février 2015 et il subsiste d'importants déficits du seuil de subsistance pour les ménages pauvres et vulnérables.

FIGURE 10 CHUTE DE LA PRODUCTION DE POIVRON

Chute de production

Passant d'une moyenne de 50 à 100 sacs par mois, les petits cultivateurs de poivron rouge produisent actuellement en moyenne 10 à 50 sacs par mois pendant les récoltes, soit une chute d'au moins 50 %.

Chute des revenus de la production de poivron rouge

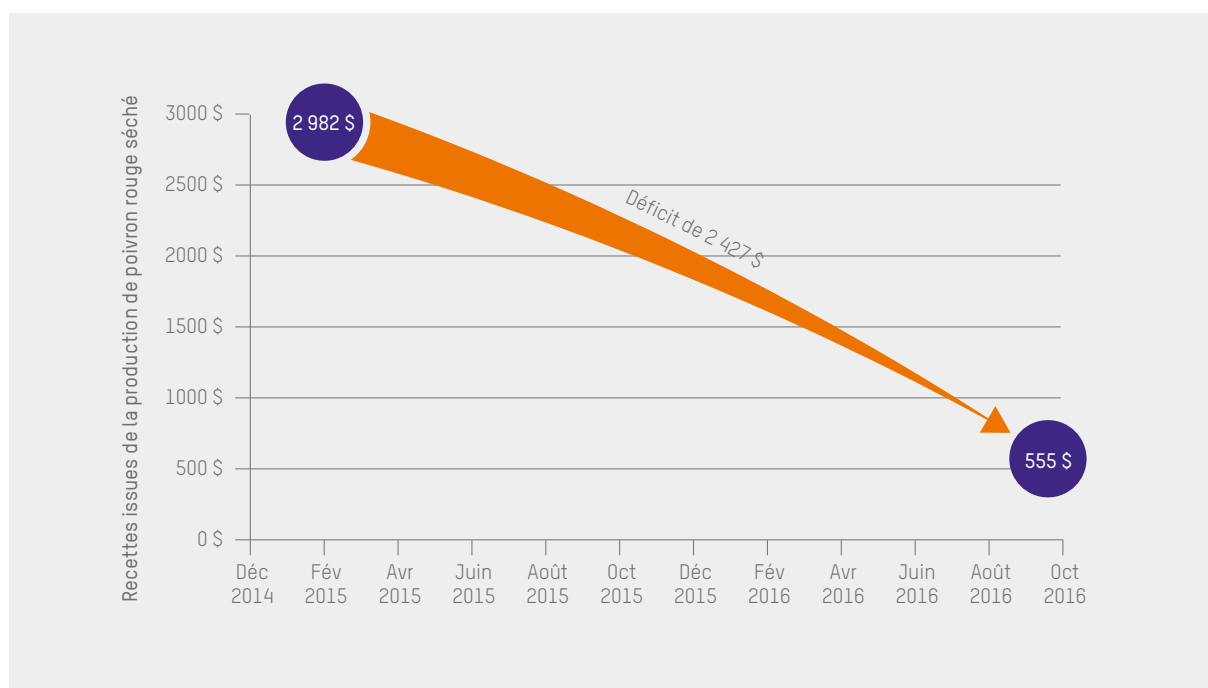
Le tableau ci-dessous montre les revenus dérivés du marché du poivron pour les plus pauvres de la chaîne, en février 2015 et en octobre 2016. La fourchette du revenu total net provenant du marché du poivron en février 2015 se situait entre 1 150 000 et 2 300 000 francs CFA (1990 et 3975 dollars) pour la saison 2014/15 et entre 110 000 et 550 000 francs CFA (185 et 925 dollars) pour la saison 2015/16. Le déficit de revenu moyen souffert par les petits cultivateurs de poivron s'élève à 1 395 000 francs CFA (2427 dollars). Cela représenterait, dans le pire des cas, une baisse de 81 % des revenus provenant de la production de poivron.

TABLEAU 7 ANALYSE DES DÉFICITS DE LA POPULATION CIBLE : PETITS PRODUCTEURS ET MÉTAYERS

Prix de vente avant	DÉFICIT	Prix de vente après
23 000 francs CFA (40 dollars)	5 915 francs CFA (12 dollars)	17 085 francs CFA (28 dollars)
Revenu net avant	DÉFICIT	Revenu net après
17 000 francs CFA (29 dollars)	6 000 francs CFA (11 dollars)	11 000 francs CFA (18 dollars)
Revenu total net moyen avant (par an)	DÉFICIT	Revenu total net moyen après (par an)
1 725 000 francs CFA (2 982 dollars)	1 395 000 francs CFA (2 427 dollars)	330 000 francs CFA (555 dollars)

Cette baisse aura un effet significatif sur les ménages qui souffrent déjà d'insécurité alimentaire : ce montant représente en effet la majeure partie de leurs revenus sur une période complète de 12 mois d'une récolte à l'autre et couvrant une période de saison maigre de trois mois. Pour ceux qui se trouvent au bas de la fourchette des revenus, une perte de revenus de 75 % depuis le début de la crise aura un effet dévastateur et accroîtra leur dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Le montant du panier alimentaire d'Oxfam qui couvre les coûts des standards Sphère s'élève à environ 72 000 francs CFA (120 dollars). Il est censé subvenir aux besoins d'une famille de sept personnes pendant un mois d'après les prix actuels du marché : il est donc facile de voir à quel point les plus pauvres auront du mal à nourrir leur famille s'ils n'arrivent qu'à gagner 1000 dollars de leur récolte annuelle de poivron. Les chiffres d'Oxfam ne font que le confirmer, en faisant apparaître une baisse colossale des revenus de 91 % en moyenne pour l'ensemble des ménages interrogés, qui, en moyenne, ne gagnent que 4500 francs CFA (7,50 dollars) actuellement.

FIGURE 11 DÉFICIT DE REVENUS



Si l'on se base sur la valeur du marché en 2014, de 8 milliards de francs CFA (13 millions de dollars), une baisse moyenne de 50 % de la production de poivron et, au pire, de 81 % des revenus, représente la perte d'une grande partie de la valeur de ce marché pour l'économie locale, régionale et nationale.



Poivron rouge en poudre en vente. Marché de Diffa. Crédit photo : Corrie Sissons/Oxfam

6.4. Recommandations

CADRE DE RECOMMANDATIONS D'INTERVENTION : LE SYSTÈME DE MARCHÉ DU POIVRON ROUGE ⁴³					
Activités ou combinaisons d'activités d'interventions	Risques et hypothèses clés	Effet probable sur le système de marché et sur les groupes cibles	Délais	Mise en œuvre	Analyse des risques d'atteinte à la protection
Options d'interventions directes					
Apporter un soutien adapté au marché (transferts monétaires avec restrictions, assistance en nature ou coupons) pour que les producteurs de poivron/métayers pauvres puissent subvenir à leurs besoins.	<ul style="list-style-type: none"> - Inflation - Utilisation antisociale des transferts monétaires - Suppose que les populations puissent avoir accès à des intrants de subsistance sur les marchés locaux - Suppose que les marchés fonctionnent - Suppose une stratégie de sortie à moyen/ long terme au-delà de l'assistance monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Pourrait faciliter l'accès aux intrants pour les cultivateurs de poivron vulnérables - Augmenterait le pouvoir d'achat des cultivateurs de poivron - Le choix du système d'intrants/de coupons pourrait aider les commerçants locaux d'outils agricoles, par exemple 	Immédiat, en donnant la priorité aux petits cultivateurs de poivron déplacés	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer les besoins et les vulnérabilités au niveau communautaire - Sélectionner les articles essentiels auxquels autoriser l'accès, par l'intermédiaire de transferts monétaires avec restrictions/de coupons - Réaliser l'évaluation de marché pour s'assurer de la viabilité de transferts monétaires/coupons 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ce que les activités n'accroissent pas le risque de vol, de tensions communautaires et d'attaques de Boko Haram
Soutenir les petits cultivateurs de poivron en améliorant l'irrigation des terres productives (par ex. trous de forage, systèmes de micro-irrigation) et les techniques agricoles utilisées (meilleures variétés de semences, diversification des cultures, compostage, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> - La gestion du système pourrait renforcer la dynamique du pouvoir local - Suppose que le sol soit capable de supporter ces techniques - Suppose que les petits cultivateurs de poivron aient un accès sécurisé à leurs terres - Suppose que les secteurs concernés disposent de suffisamment d'eau pour y subvenir - Suppose que les populations soient disposées à partager l'utilisation de ce système - Suppose que les métayers et les petits cultivateurs propriétaires de terres aient accès au système par l'intermédiaire de grands producteurs - Possibilité d'absence de marché pour les nouveaux produits 	<ul style="list-style-type: none"> - Peut aider les petits cultivateurs à mieux irriguer les terres et à produire de meilleurs rendements - Signifie que des petites parcelles de terre pourraient produire davantage de poivron, ou sur davantage de mois et pourraient donc accroître la quantité de poivron sur le marché. - Les petits agriculteurs pourraient cultiver d'autres cultures comme le maïs, l'oignon et le chou en plus du poivron, afin de diversifier leurs revenus et de leur donner accès à de nouveaux marchés plus stables. - Les petits agriculteurs pourraient augmenter le rendement de la culture du poivron sur les terres actuelles 	Projet pilote dans quelques communautés avant de le mettre à l'échelle avant la saison des semis en cas de réussite	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des évaluations conjointes avec des ingénieurs de l'eau et de l'assainissement pour en déterminer la faisabilité et la conception - Évaluer les options appropriées en fonction du contexte et réaliser une étude de faisabilité du marché pour les produits - Coordonner avec les chefs locaux et les communautés - Assurer la coordination avec CRA et le cluster sécurité alimentaire local - Mettre en place des systèmes de gestion - Animer des formations d'agriculteurs au niveau communautaire, avec la possibilité de regrouper les agriculteurs - Surveiller les progrès réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de réduction des tensions communautaires - Possibilité de réduire le besoin d'accéder à des terres arables dangereuses - Possibilité que les femmes aient de moins longues distances à parcourir pour aller chercher de l'eau - Veiller à ce que la gestion du système permette un accès sûr aux plus vulnérables

<p>Soutenir les petits cultivateurs de poivron pour qu'ils aient accès au crédit (soit en offrant de l'argent à crédit, soit en fournissant des produits à crédit).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose l'égalité d'accès au crédit pour les métayers et les petits cultivateurs - Suppose le fonctionnement du marché pour les crédits de trésorerie - Suppose la volonté des commerçants d'offrir des produits à crédit - Les commerçants peuvent ne pas être en mesure d'offrir du crédit en raison des restrictions imposées par l'état d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> - Les petits cultivateurs qui manquent de fonds pourraient faire appel à du crédit pour améliorer la production - Les petits cultivateurs pourraient aussi faire appel à du crédit pour diversifier leurs sources de revenu, notamment en se mettant à vendre à petite échelle par exemple 	<p>2 à 6 mois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer les besoins de crédit au cas par cas - Évaluer la faisabilité de l'assistance monétaire/ l'assistance en nature en réalisant une évaluation de marché - Aider les petits cultivateurs avec des plans de remboursement - Surveiller les progrès réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques présentés par les transferts monétaires : veiller à la qualité des programmes afin d'éviter des tensions dans la communauté résultant de décisions de ciblage, d'extorsions ou de vols
<p>Faciliter l'organisation en coopératives des cultivateurs de poivron pour faciliter le partage des connaissances et des compétences, favoriser la protection à base communautaire et en renforcer le pouvoir d'achat et de vente.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose la volonté des populations de travailler de la sorte - Possibilité de renforcement des élites locales ou d'exclusion des femmes et de groupes vulnérables - Suppose que les métayers et les petits cultivateurs propriétaires de terres participent au système par l'intermédiaire de grands producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Pourrait donner aux petits cultivateurs un pouvoir de négociation collectif vis-à-vis des autorités locales - Possibilité que les métayers trouvent à gagner de soutenir les petits cultivateurs à cultiver leurs terres - Possibilité d'augmenter le pouvoir d'achat du groupe dans son ensemble - Pourrait favoriser la cohésion sociale entre les différents groupes ethniques, les personnes déplacées et les communautés d'accueil, etc 	<p>Projet pilote dans quelques communautés avant de le mettre à l'échelle avant la saison des semis en cas de réussite</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer la faisabilité au niveau du village - Coordonner avec les autorités locales pour que les coopératives aient accès aux intrants de manière collective - Veiller à ce que la structure de gestion et le partage des ressources soient en place - Surveiller les progrès réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - L'occasion d'assurer une protection à base communautaire - Devrait s'accompagner d'une analyse du pouvoir au sein de la communauté, pour veiller à la participation possible des populations les plus vulnérables
<p>Options d'interventions indirectes</p>					
<p>Faciliter le partage d'informations sur le marché pour les cultivateurs de poivron (par ex. par la fourniture de téléphones, de crédit et de contacts).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose la volonté des autres acteurs du marché à partager des informations sur les prix et à y participer - Possibilité de non-fonctionnement des réseaux téléphoniques locaux - Risque d'exclusion des femmes ou de ceux qui ne parlent pas le haoussa/ français - Risque d'exclusion de ceux qui ne peuvent pas utiliser les téléphones mobiles - Suppose que les populations utiliseront les informations sur le marché pour prendre des décisions éclairées 	<ul style="list-style-type: none"> - Les cultivateurs de poivron cesseraient de dépendre d'intermédiaires ou de grossistes pour connaître les prix du marché, ce qui aurait pour effet d'améliorer leur pouvoir de négociation - Possibilité d'ouvrir davantage les marchés aux cultivateurs de poivron locaux (surtout s'ils sont organisés en coopératives) - Possibilité d'améliorer le choix des petits cultivateurs de poivron pour décider quand vendre et à qui 	<p>2 à 6 mois et en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Établir des contacts clés sur les marchés régionaux pour le partage des informations - Établir le système de communication pour passer du niveau régional au niveau local - Distribuer des téléphones de base et du crédit aux petits agriculteurs pour les aider à démarrer - Suivre et évaluer les progrès réalisés au bout de six mois, afin de déterminer une possible amélioration de l'accès à l'information 	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations pourraient aussi se servir des téléphones pour donner l'alerte d'attaques de Boko Haram

<p>Réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui ont un impact négatif sur les moyens de subsistance liés à la production de poivrons et qui accroissent l'exposition des acteurs de ce marché à des menaces, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en améliorant l'accès des producteurs à l'achat de carburant et d'engrais. - en revoyant les mesures qui restreignent la liberté de mouvement et la capacité de commercer des populations (par ex. le couvre-feu et l'interdiction de circuler à moto). 	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose que les populations ont accès à suffisamment de terres pour utiliser les intrants - Suppose que le gouvernement serait prêt à accroître la fourniture de carburant et d'engrais (en se concentrant sur les coopératives) - Le gouvernement pourrait révoquer l'accès amélioré s'il n'est pas officialisé d'une manière ou d'une autre - Le gouvernement peut ne pas l'autoriser au titre de l'état d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> - Si davantage d'agriculteurs se regroupent en coopératives, ce pourrait être une manière pour eux d'accéder à la quantité requise d'intrants - Si les cultivateurs disposent d'intrants suffisants pour cultiver leurs terres, cela leur permet d'augmenter les rendements de poivron - Une augmentation de la production de poivron pourrait entraîner une augmentation des opportunités de travail journalier pour les plus vulnérables 	<p>Immédiat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonner avec les autorités locales quant aux moyens possibles d'accorder aux cultivateurs de poivron des intrants en quantités suffisantes - Envisager la possibilité d'organiser les cultivateurs de poivron en coopératives pour avoir accès à plus d'intrants - Décrire et communiquer les quantités d'intrants nécessaires et la manière dont le gouvernement peut contrôler les intrants afin d'en garantir l'utilisation sécurisée 	<ul style="list-style-type: none"> - Minimiser les risques pour les producteurs de poivron. - Veiller à ce que les mesures ne fassent pas courir plus de risques aux personnes qui exercent leur activité
<p>Renforcer et soutenir la formation au droit international humanitaire et aux droits humains des forces militaires et des agents des pouvoirs publics, et renforcer les mécanismes de responsabilisation.⁴⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Suppose que le gouvernement autorise et soutient ce type d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître un dialogue ouvert - Possibilité de réduire les menaces 	<p>Dès que possible</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la coordination avec les administrations locales et les autorités militaires pour organiser la formation - Identifier l'organisme ou l'ONG chef de file pour ces activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Amorcer le dialogue - Susceptible de minimiser les risques de protection liés aux actions militaires
<p>Soutenir les communautés d'agriculteurs pour qu'elles élaborent leur propre analyse des risques et développent des mesures de protection, éventuellement en établissant un mécanisme d'alerte des risques d'atteinte à la protection (par exemple, par l'intermédiaire de coopératives) pour suivre la situation en termes de protection et répondre aux cas individuels de manière appropriée et en temps opportun.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Permettrait un meilleur contrôle des cas de protection - Permettrait une gestion au cas par cas et l'élaboration de la réponse appropriée - La cartographie des services pourrait donner les moyens aux communautés à assumer leur propre protection 	<p>Dès que possible</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer l'analyse des risques de ces activités et organiser des consultations avec les communautés - Identifier l'organisme ou l'ONG chef de file pour ces activités - Définir un système à base communautaire avec la population touchée - Formation de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de mettre au point un système de gestion des données approprié

7. CONCLUSIONS

L'expansion et l'intensification du conflit qui sévit en raison des actions de Boko Haram et les opérations militaires lancées pour le combattre ont eu ces dernières années un impact dévastateur sur le bassin du lac Tchad et sur la population de la région de Diffa au Niger. Comme le conflit ne fait que se prolonger, il devient important d'envisager des possibilités qui permettraient aux communautés de gagner leurs propres revenus, d'accroître leur résilience, de renforcer leurs capacités à se protéger et de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché sont deux des marchés les plus essentiels de la région de Diffa. Ils présentent des possibilités où toutes les couches de la société pourraient s'engager directement ou indirectement dans des activités génératrices de revenus. Ils ont également joué un rôle historique important dans l'économie locale, régionale et nationale. Le nombre d'acteurs a diminué à tous les maillons des deux chaînes de marché et ceux qui subsistent ont perdu des stocks, des clients et des revenus en conséquence de l'actuelle situation d'urgence. Le soutien à ces marchés serait non seulement bénéfique aux cultivateurs de poivron pauvres et aux ménages de pêcheurs pauvres, mais il pourrait aussi avoir des effets multiplicateurs pour bénéficier à d'autres communautés vulnérables touchées par le conflit dans la région de Diffa et aux économies locales dont elles dépendent.

Les actes de violence perpétrés par Boko Haram sont indubitablement un élément de dissuasion essentiel pour ceux qui souhaitent reprendre leurs moyens de subsistance. Il n'empêche que dans le contexte actuel, l'état d'urgence imposé dans la région de Diffa constitue le facteur prohibitif prépondérant pour ces deux marchés. Les ménages de pêcheurs pauvres qui continuent de pêcher ont subi une baisse de 94 % de leur prise, passant d'une moyenne de 10 caisses de poisson par mois à moins d'une. Celle-ci s'est traduite par une baisse de 70 % de leurs revenus. Pourtant, le nombre de ménages de pêcheurs qui osent même continuer à pêcher est minime en raison des interdictions imposées à la pêche et à la vente de poisson. De même, en moyenne, les petits cultivateurs de poivron ne parviennent à gagner que 64 % des revenus qu'ils touchaient avant l'éclatement du conflit causé par Boko Haram. Leur production est passée de 50 à 100 sacs par récolte de poivron à un nombre compris entre 10 et 50. Si les personnes interrogées dans le cadre de l'évaluation d'Oxfam disaient qu'avant février 2015, elles gagnaient de l'argent de la pêche (14 %) et de la production de poivron (26 %), cela n'est plus vrai que dans moins de 1 % des cas pour chacun de ces groupes. Parmi ceux qui ont indiqué la pêche comme source de revenu avant la crise, 93 % d'entre eux ont maintenant complètement cessé cette activité. La destruction des moyens de subsistance et de générer des revenus des marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché est une terrible réalité.

Empirant la situation, les limitations et les restrictions décrétées au titre des mesures d'urgence du gouvernement empêchent les populations de gagner leur vie de façon sûre à travers les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché. (Ainsi par exemple, pour éviter les militaires, les pêcheurs pêchent actuellement de nuit, ce qui accroît leur risque de tomber sur Boko Haram.) Pis encore, elles poussent les populations à adopter de nouvelles stratégies plus risquées de gagner des revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles. Maintenant que la pêche est illégale, la plupart des ménages de pêcheurs ont complètement abandonné toutes activités de pêche et certains envoient leurs jeunes filles vendre de la nourriture, en les exposant à des risques accrus de violence sexuelle. Cela exacerbe la situation de crise humanitaire et contraint les populations à devenir tributaires de l'aide humanitaire, alors qu'elles sont déjà pauvres et vulnérables et connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire.

En plus d'offrir une aide humanitaire d'urgence aux populations victimes du conflit dans la région de Diffa, Oxfam appelle le gouvernement du Niger, les Nations unies, les bailleurs de fonds et la communauté humanitaire au Niger à apporter et soutenir le développement de moyens de subsistance sûrs et sans danger pour les personnes les plus touchées par cette crise, soit à travers un soutien aux activités et stratégies actuelles ou en développant de nouvelles. La participation du gouvernement et des communautés est nécessaire pour réévaluer les mesures introduites en vertu de l'état d'urgence qui entravent et détruisent les moyens traditionnels de subsistance des populations et leurs activités génératrices de revenus, en particulier pour les marchés de la pêche et du poivron. Ces mesures infligent un prix à payer trop élevé aux producteurs de poivron et aux ménages de pêcheurs pauvres. Il est indispensable de leur permettre de reprendre sans danger leurs activités de pêche et de production de poivron : non seulement ces marchés représentent pour eux une bouée de sauvetage, mais ils sont également vitaux pour le fonctionnement de l'économie locale et régionale.

À plus long terme, ces mesures risquent aussi d'être contreproductives : des recherches passées ont en effet démontré que les difficultés financières et l'absence d'opportunités peuvent inciter certains, et surtout des jeunes, à rejoindre les rangs de Boko Haram.⁴⁵ Il est extrêmement important d'accorder une attention particulière à l'impact exercé par les mesures qui ont été prises en vertu de l'état d'urgence sur la protection des populations. Faut-il une vision à long terme pour les habitants de la région de Diffa, nous risquons de nuire à leurs moyens de subsistance, de prolonger et de renforcer leur exposition à des risques d'atteinte à la protection et d'endommager l'économie, les systèmes et les communautés sur le plan local. Sont concernés, sans pour autant s'y limiter, ceux qui touchaient des revenus via les marchés du poisson fumé et du poivron rouge séché avant la détérioration du conflit.

ANNEX 1. BIBLIOGRAPHIE

- Chambre Regionale d'Agriculture de Diffa. (Juillet 2015). *Chronique de la commercialisation du poivron rouge sur le marché de Diffa au cours du premier semestre 2015*.
- Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa. (Note d'information filière pêche n°1. 5 septembre 2010). *La Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa se préoccupe de la pêche*.
- D. Hinshaw and J. Parkinson. (12 août 2016). *The 10,000 Kidnapped Boys of Boko Haram*. *Wall Street Journal*.
- Direction régionale de l'Environnement et de la salubrité urbaine et du développement durable. (Août 2015). *Impacts de l'insécurité liée à la secte Boko Haram sur le plan environnemental dans la région de Diffa*.
- Direction régionale de l'Environnement et de la salubrité urbaine et du développement durable. (Décembre 2014). *Rapport Annuel d'Activités 2014*.
- Commission européenne. (Décembre 2005). *Etude de l'impact de la production et de la commercialisation du poivron dans la région de Diffa au Niger*.
- FEWS Net et USAID. (Août 2011). *Livelihoods Zoning 'Plus' Activity in Niger*.
- FEWS Net. (31 octobre 2016). *Price Watch: Prix de septembre 2016*.
- HEA Sahel. (Février 2015). *Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de Cultures de poivron de la Komadougou à Diffa/Niger*.
- Institut National de Statistique. (2011). *Annuaire Statistique du Niger 2006–2010*. (Niger 2011).
- Kiari Fougou H. et Lemoalle J. (2016). *Le commerce de poisson dans la partie nigérienne du lac Tchad: une analyse de l'évolution des circuits*. Acte du colloque international sur la culture et le développement de la paix dans le bassin du lac Tchad organisé par l'université de Diffa.
- Mercy Corps.. (Avril 2016). *Motivations and Empty Promises: Voices of former Boko Haram combatants and Nigerian youth*.
- Programme régional de renforcement de la collecte des données statistiques des pêches dans les Etats membres, Fiche Niger. (2013). *Atlas de l'enquête cadre de la pêche continentale*.
- Save the Children. (Septembre 2016). *Rapport de la mission d'évaluation rapide de la situation humanitaire dans la ville de N'guigmi suite à l'alerte des autorités départementales de l'entité*.
- PAM des Nations unies. (Décembre 2007). *Profil de la pêche par pays : Niger*.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies *Bulletin Humanitaire Niger septembre–octobre 2016*. (20 octobre 2016).
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies. *Bulletin Humanitaire Niger décembre 2014*. (14 janvier 2015).
- PNUD. (Septembre 2016). *Rapport sur le développement humain en Afrique*
- Programme alimentaire mondial et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Février 2015). *Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel*.
- Programme alimentaire mondial. (Décembre 2014). *Rapport préliminaire de l'évaluation des marchés agricoles en lien avec la sécurité alimentaire dans la région de Diffa*.
- Programme alimentaire mondial. (Juin 2016). *Lake Chad Basin Crisis, Regional Market Assessment*.
- Programme alimentaire mondial. (Mai 2015). *Évaluation des marchés agricoles en lien avec la sécurité alimentaire des ménages de la région de Diffa ; Mise à jour de la situation de novembre 2014*.

ANNEX 2. LISTE DES ACTEURS INTERROGÉS

Fish Market	
Pêcheurs ayant perdu leurs revenus	5
Pêcheurs pêchant actuellement dans la clandestinité	7
Grossistes de poisson	9
Petits vendeurs de poisson	3
Transporteurs	4
Conducteurs	2
<i>Informateurs clés :</i>	
- Secrétaire Général de la Mairie de N'Guigmi	1
- Chef de Canton de Bosso	1
- Chef de la Division Faune, Pêche et Aquaculture de la Direction Régionale de l'environnement et du Développement Durable	1
- Directeur PRODEBALT (Le Programme de Développement Durable du Lac Tchad)	1
Marché du poivron	
Petits et grands cultivateurs/métayers de poivron	11
Intermédiaires	3
Grossistes de poivron	6
Transporteurs	1
Commerçants	3
<i>Informateurs clés</i>	
- Directeur régional de la Chambre de commerce et d'industrie, Diffa	1
- Directeur régional du Développement agricole, Diffa	1
- Responsable chaîne de valeur Chambre régionale d'agriculture (CRA)/DA, Diffa	1
- Président du marché des producteurs de poivrons, Diffa	1
Mutuelle Hyada, Diffa	1
Total	63

En complément :

- Quatre groupes de discussion avec des personnes déplacées/réfugiés/communautés d'accueil qui avaient perdu leurs moyens de subsistance du poivron
- Quatre groupes de discussion avec des personnes déplacées/réfugiés/communautés d'accueil qui touchent toujours des revenus du poivron.
- Huit groupes de discussion avec des personnes qui pêchaient avant mais ne le peuvent plus
- Enquêtes auprès des ménages (y compris des questions spécifiques aux marchés du poisson et du poivron) couvrant **415 ménages** : Camp de réfugiés de Sayam Forage, Boudouri, Toumour, Kinjandi et Ngagam.
- Enquêtes générales auprès des commerçants (y compris des questions spécifiques aux marchés du poisson et du poivron) couvrant **118 commerçants** (grandes et petits) sur les marchés de Diffa, Ngagam, Kitchandi et Toumour.

ANNEX 3. VUE D'ENSEMBLE DES MENACES D'ATTEINTE À LA PROTECTION ET DES VULNÉRABILITÉS DUES AU BOULEVERSEMENT DU MARCHÉ DES REVENUS

Menaces et vulnérabilités auxquelles les acteurs des marchés du Poivron et du Poisson sont actuellement exposés en raison des perturbations subies par leurs sources de revenus		
Menaces	Vulnérabilités et exposition	Stratégies d'adaptation
Restriction sur les déplacements et accès limité aux activités de subsistance et aux ressources.	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs et travailleurs journaliers devant accéder aux zones militarisées le long de la Koumadougou - Pêcheurs devant accéder aux zones militarisées le long de la Koumadougou et sur les rives du lac Tchad 	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs et travailleurs journaliers devant accéder aux zones militarisées le long de la Koumadougou - Pêcheurs devant accéder aux zones militarisées le long de la Koumadougou et sur les rives du lac Tchad
Violences physiques par Boko Haram, les militaires et des délinquants en groupes/ individuels.	<ul style="list-style-type: none"> - Ménages dans les villages attaqués par Boko Haram - Hommes et femmes ramassant du bois de chauffage près des villages - Des femmes et surtout des jeunes filles commerçant sur les sites de déplacement et les marchés - Agriculteurs et travailleurs journaliers (hommes et femmes) accédant à leurs terres agricoles - Pêcheurs accédant aux zones de pêche le long de la rivière - Transporteurs (hommes) sur la route, surtout ceux qui empruntent la route de Diffa – Maiduguri 	<ul style="list-style-type: none"> - S'enfoncent dans des zones isolées pour aller ramasser du bois - Transporteurs : empruntent la route plus longue qui passe par Maine Soroa
Violences basées sur le genre : Violences basées sur le genre et sur le sexe, mariage précoce et échange d'actes sexuels en contrepartie de nourriture/d'argent.	<ul style="list-style-type: none"> - Femmes vivant dans des villages attaqués par Boko Haram - Femmes et surtout des jeunes filles de ménages pauvres commerçant dans des sites de déplacement et sur des marchés -- Femmes ramassant du bois de chauffage et de la paille, surtout dans des endroits isolés, afin d'éviter les conflits avec les communautés locales et les agents forestiers - Femmes ayant accès à des champs isolés de poivron rouge dans des zones militarisées et/ou des lieux à forte concentration d'hommes jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Femmes qui n'en parlent pas en raison des tabous et préjugés
Extorsion de fonds par les forces de sécurité, les douanes et les agents du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> - Transporteurs sur les routes (surtout de Diffa-Maiduguri) et aux points de contrôle - Femmes et hommes ramassant du bois non sec 	<ul style="list-style-type: none"> - Transporteurs : empruntent la route plus longue qui passe par Maine Soroa
Pillages par Boko Haram ou des groupes de délinquants.	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs et grossistes dans leurs villages dans la nuit - Transporteurs , surtout ceux qui empruntent la route de Diffa – Maiduguri 	<ul style="list-style-type: none"> - Évitent de dormir dans le village natal - Transporteurs : empruntent la route plus longue qui passe par Maine Soroa
Arrestation et emprisonnement par les forces militaires et de sécurité.	<ul style="list-style-type: none"> - Surtout des hommes soupçonnés de complicité avec Boko Haram ou se livrant à des activités rendues illégales en raison des restrictions imposées par l'état d'urgence - Agriculteurs munis d'engrais/de carburant ne possédant pas de permis approprié - Pêcheurs capturés dans les zones de pêche - Agriculteurs travaillant dans la zone militarisée 	<ul style="list-style-type: none"> - Se rendent dans les secteurs de pêche de nuit - Évitent les camps militaires
Destruction de propriétés privées par les militaires et Boko Haram.	<ul style="list-style-type: none"> - Ménages dans les villages attaqués par Boko Haram - Personnes en possession de produits rendus illégaux par l'état d'urgence (par ex. cultivateurs de poivron munis de carburant et d'engrais mais sans le permis correspondant ; pêcheurs ; transporteurs de poisson) 	
Adhésion aux rangs de Boko Haram ou de groupes de délinquants.	<ul style="list-style-type: none"> - Jeunes hommes sans métier ni sources de revenus, et contacts avec Boko Haram 	

NOTES

- ¹ <http://www.wsj.com/Articles/the-kidnapped-Boys-of-Boko-Haram-1471013062>
- ² Chiffres DREC, Octobre 2016
- ³ ANNUAIRE STATISTIQUE DU NIGER 2006 – 2010, Institut National de Statistique, Niger 2011, p. 62
- ⁴ Pour plus de la moitié des personnes interrogées, une attaque de Boko Haram constitue le plus grand risque d'atteinte à leur protection auquel elles sont exposées dans les camps. Ce chiffre est de 60 % parmi la population interrogée à Toumour.
- ⁵ D'après les estimations, on compte environ 250 000 personnes déplacées, or il n'existe que deux camps officiels pour réfugiés/ personnes déplacées dont l'actuelle capacité est de 27 000 personnes.
- ⁶ À l'origine, la méthodologie EMMA avait été élaborée en réponse à des situations d'urgence à déclenchement rapide. L'analyse de Diffa va toutefois chercher à tirer des conclusions avant/après face à l'intensification du conflit de Boko Haram depuis 2015.
- ⁷ Niger-Diffa: Access, Insecurity and Internal displacements (as of 25 November 2016), OCHA
- ⁸ *Bulletin Humanitaire Niger - Septembre - Octobre 2016*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, 20 octobre 2016
- ⁹ Ces chiffres n'étaient pas limités aux deux zones de subsistance mais couvraient l'ensemble de la région.
- ¹⁰ Les données de l'analyse de l'économie des ménages semblent indiquer que les « très pauvres » gagnaient moins, touchant des revenus annuels de l'ordre de 189 000 francs CFA/327 dollars.
- ¹¹ HEA SAHEL, *Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de Cultures de poivron de la Koumadougou à Diffa/Niger*, 2014. p. 15
- ¹² Taux de change historiques obtenus sur « www.xe.com », octobre 2015
- ¹³ « La capture moyenne par sortie et par saison est plus importante dans la région de Diffa et de Dosso », Atlas UEMOA de la pêche continentale, 2012
- ¹⁴ Atlas UEMOA de la pêche continentale, 2012
- ¹⁵ Livelihood Zoning "plus" activity in Niger, Fews Net, 2011
- ¹⁶ D'après le nombre de permis de pêche délivrés
- ¹⁷ Évaluation des stocks de poissons, Direction régionale de Diffa de l'environnement de la salubrité urbaine et du développement durable, 5 mai 2015 ; La Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa se préoccupe de la pêche, Note d'information / Filière pêche n°1, 5 septembre 2010
- ¹⁸ Le commerce de poisson dans la partie nigérienne du lac Tchad : une analyse de l'évolution des circuits; La Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa se préoccupe de la pêche, Note d'information / Filière pêche n°1, 5 septembre 2010
- ¹⁹ La Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa se préoccupe de la pêche, Note d'information / Filière pêche n°1, 5 septembre 2010, p2
- ²⁰ On estime à un mois la durée de conservation maximale du poisson séché.
- ²¹ Loi 98.042, 7 décembre 1998
- ²² *Le commerce de poisson dans la partie nigérienne du lac Tchad : une analyse de l'évolution des circuits* ; acte du colloque international sur la culture et le développement de la paix dans le bassin du lac Tchad organisé par l'université de Diffa Kiari Fougou H. et Lemoalle J, 2016. p.4
- ²³ Il faut dix tasses pour remplir une caisse.
- ²⁴ Le taux de change du naira a accusé un très fort recul et par conséquent cette hausse de prix se fait moins sentir en francs CFA.
- ²⁵ En raison du caractère illégal des activités de pêche, le personnel d'Oxfam a eu du mal à avoir des entretiens avec des pêcheurs pour cette étude. Toutes les personnes interrogées ont accepté de répondre à la condition de préserver leur anonymat.
- ²⁶ En juillet 2015, une dizaine de pêcheurs qui étaient en route vers les rives du lac pour y pêcher ont été tués par Boko Haram, à Bundaram et à Fish Dam.
- ²⁷ La forte densité de population a augmenté la pression sur les rares ressources naturelles, comme le bois, autour de la N1.
- ²⁸ La coupe du bois est également contrôlée dans la région de Diffa afin de protéger l'environnement. (Les populations sont uniquement autorisées à couper du bois séché)
- ²⁹ Au Niger l'économie régionale autour de Diffa victime du Boko Haram, RFI, 13 mai 2016 ;
- ³⁰ L'équipe d'Oxfam n'a pas pu interroger le moindre transporteur actuellement exportateur de poisson.
- ³¹ Toutes les options d'intervention pour le marché du poisson sont destinées à répondre aux besoins de subsistance. Pour assurer le succès de l'intervention, une action concertée de la part des acteurs concernés (secteurs humanitaire, du développement et privé) est nécessaire pour veiller à satisfaire les besoins urgents du « seuil de survie » avant d'envisager toute intervention au niveau des moyens de subsistance.
- ³² Le gouvernement du Niger devrait donner la priorité à la sécurité, à la protection, à la dignité et aux droits humains des civils en vertu des législations nationales, ainsi que des cadres régionaux tels que la Convention de Kampala et la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés, le droit international humanitaire et des droits humains et les normes humanitaires.
- ³³ Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de Cultures de poivron de la Koumadougou à Diffa/Niger, HEA Sahel, février 2014 p.2

44 EMMA (ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DES MARCHÉS EN ÉTAT D'URGENCE) MODIFIÉE ET ANALYSE DE LA PROTECTION

Les systèmes de marché des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché
Région de Diffa, Niger oriental

- ³⁴ Évaluation de marché du PAM, Diffa, Décembre 2014
- ³⁵ HEA Sahel, février 2014 p. 3
- ³⁶ Livelihoods Zoning Plus Niger, Fews Net, Février 2011 p. 44
- ³⁷ Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa : le poivron rouge février 2010,p.3
- ³⁸ HEA Sahel, février 2014 p. 3
- ³⁹ 2,9523 nairas pour un franc CFA en février 2014 par rapport à 3,0458 en février 2015
- ⁴⁰ *Chronique de la commercialisation du poivron rouge sur le marché de Diffa au cours du premier semestre 2015*, CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE DE DIFFA, Juillet 2015,p.1
- ⁴¹ La production de poivron souffre principalement de la crise, bien que d'autres facteurs entrent en ligne de compte, tels que les pluies irrégulières et les maladies des cultures.
- ⁴² Les impacts ont déjà été évoqués plus haut dans les nouvelles stratégies d'adaptation plus risquées auxquelles les pêcheurs ont recours
- ⁴³ Toutes les options d'intervention pour le marché du poisson sont destinées à répondre aux besoins de subsistance. Pour assurer le succès de l'intervention, une action concertée de la part des acteurs concernés (secteurs humanitaire, du développement et privé) est nécessaire pour veiller à satisfaire les besoins urgents du « seuil de survie » avant d'envisager toute intervention au niveau des moyens de subsistance.
- ⁴⁴ Le gouvernement du Niger devrait prioriser la sécurité et la protection des civils, leur dignité et leurs droits humains en vertu des lois nationales, ainsi que des cadres régionaux tels que la Convention de Kampala et de la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés, le droit international humanitaire et des droits humains et les normes humanitaires.
- ⁴⁵ Motivations and Empty Promises: Voices of former Boko Haram combatants and Nigeria youth, Mercy Corps, Avril 2016

Rapports de recherche d'Oxfam

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations, ou pour commenter ce rapport, veuillez envoyer un e-mail à Corrie Sissons à csissons@oxfam.org.uk

© Oxfam International décembre 2016

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB sous l'ISBN 978-0-85598-844-9 en décembre 2016.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (<http://www.oxfam.org.za/>)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (<http://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membre observateur :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)



OXFAM